

Quel éléphant irréfutable dans le magasin de porcelaine ? (*Sur la gauche sociétale-libérale*)

I

Qu'est-ce qui cloche chez les Picards ? Pourquoi les pauvres ne votent plus - ou alors à droite ?

Certes, on ne fera jamais dire à un électeur de gauche, auditeur de *France Inter*, lecteur du *Monde* ou de *Libé*, que les Picards sont affreux, sales et méchants ; ni même pédophiles, chômeurs et consanguins. Ce serait « *stigmatiser* » et « *essentialiser* ». Mais entre nous, hein, on peut bien dire que ces beaux arriérés, chasseurs, alcooliques, homophobes et racistes, ne votent pas par hasard pour le Front national. À vrai dire, cela fait des années que les Picards font honte à la gauche, même si - bien sûr - il n'est pas question de *stigmatiser*, ni d'*essentialiser*, en tout cas pas en public, dans *Les Inrocks*, *Télérama* ou *Le Nouvel Obs*.

Au fil des souvenirs remonte celui de Maxime Gremetz, un de ces députés forts en gueule et fiers-à-bras que le Parti communiste aimait jadis afficher. Père bûcheron, famille de neuf gosses, communiste à 15 ans, métallo et délégué CGT chez Valeo, à Amiens, il avait tout le profil prolétarien, ce Gremetz. Et puis après cinquante ans de parti, il a viré traître et collabo du Front national - c'est du moins ce que rapporte sa fiche Wikipedia - et il fut peu à peu privé de tous ses mandats et exclu du Parti. Gremetz n'est pas un *digital native*, et il y a peu de chances qu'il ait contribué à sa bio sur Internet.

Vincent Peillon, autre député de la Somme (1997-2002), est plutôt un « *cosmopolite* » comme disait *L'Action française* des années trente. Ascendance juive, un rabbin, un banquier (et communiste !), des médecins, des universitaires, de bonnes études, de bons diplômes, de bons postes, de bonnes relations, une belle carrière - au Parti socialiste - jusqu'à ce malheureux parachutage à Vimeu, dans la 3^e circonscription de la Somme, dont le seul fait marquant reste l'évacuation en hélicoptère du député Peillon sous une grêle de caillasses ; une émeute de chasseurs, furieux d'une restriction des dates d'ouverture de la chasse, le 22 avril 2000. Sa fiche Wikipedia ne mentionne pas cette émeute, et l'on sait que Peillon s'en est remis, puisqu'il présidait, en tant que ministre de l'Éducation nationale, à l'avènement de « *l'école numérique* », jusqu'à la récente déroute des socialistes aux élections municipales de mars 2014. Nul besoin d'être revenu « *de Mao à Moïse* » comme Milner, Benny Lévy et nombre de *born again* (juifs, cathos, etc.), pour conjecturer dans ce lynchage manqué une éruption *pogromiste*, un épisode violent du conflit entre « *le nom ouvrier* » et « *le nom Juif* ». (Même s'il est probable que ces prolos chasseurs ignoraient comme à peu près tout le monde la judéité de Vincent Peillon.) Et surtout pas question d'évoquer une violence de classe entre ce populo dont on extirpe les ultimes us et coutumes - pour la bonne cause des oiseaux et des directives européennes, je le veux bien -, et ce jeune bourgeois aux champs, en ascension verticale vers les cimes de la réussite sociale. Ces bouseux sont décidément indécrottables et tout ce qu'ils traînent de province, de glaise, de racines, d'*idéologie française*, rance, crispée, nauséabonde – mais ne *stigmatisons* pas. Et pourtant, comment oublier que Esteban Morillo, le skinhead meurtrier de Clément Méric, le 5 juin 2013, venait de Neuilly-Saint-Front, en Picardie, un village où le Front national est arrivé en tête aux élections présidentielles de 2012, avec 33 % des voix¹. Il faut être aussi imbu de sociologie bourdieusienne que le cinéaste Pierre Carles pour oser suggérer que la collision de « *l'antifasciste* » Clément Méric, « *élève à Sciences Po, fils de professeurs d'université, doté d'un fort capital linguistique et culturel* » et du « *fils d'immigré espagnol n'ayant pas dépassé le stade du collège, peu qualifié professionnellement, chômeur ou exerçant occasionnellement le métier de vigile* », lors d'une vente de vêtements Fred Perry, puisse être aussi « *une rencontre sociale qui s'est mal terminée.* » Et il faut être aussi inconscient que *Siné Mensuel*² pour oser le publier. Tout le monde - le tout petit monde de « *l'antifascisme* » patrimonial - sait bien que « *les dominés* » (alias *racailles*), ne peuvent qu'habiter « *dans les quartiers* », être d'origine arabe et s'émanciper dans la plus joviale bigoterie musulmane – mais ne *stigmatisons* pas. Il faut grandir à Hallencourt (Somme), dans une famille et un village du « *lumpen prolétariat picard* »³, avoir connu l'« *enfance sordide de jeune*

¹ *Libération*, 14 juin 2013

² N°22, été 2013

³ *Le Nouvel Observateur*. 6 mars 2014

homosexuel chez les prolétaires du Nord », tel le narrateur de « *En finir avec Eddy Bellegueule (Seuil), déjà vendu à plus de 75 000 exemplaires* », pour savoir que la Picardie est le trou du cul de la France, qui elle-même etc. « *Dans la région, l'illettrisme grave et moyen touche un homme sur cinq. Deux personnes sur trois n'ont presque pas fait d'études, alors que les usines n'embauchent plus comme avant. Les filles deviennent mères beaucoup plus tôt qu'ailleurs en France. À Condé-Folie, Longpré-les-corps-Saints, Pont-Rémy, Marine Le Pen a largement dépassé les 30 % au premier tour.* » Ah oui, les filles-mères et fières de l'être, les mères enfants, « *les gosses qui font des gosses* »⁴. « *Au début, on parlait de problème (...)* "Problème pour qui ? La plupart de ces jeunes filles disent désirer avoir un enfant", explique Véronique Thuez, infirmière et conseillère au rectorat d'Amiens. » Elles abandonnent l'école et alors ? « *De toute façon, un diplôme, ça ne veut plus rien dire (...)* – *Même les patrons n'en veulent plus d'un CAP : on serait trop cher payées.* » C'est-à-dire plus cher qu'une Chinoise ou qu'une machine. Elles sont obsolètes, les filles du Nord, vraiment plus compétitives sur le marché du travail. Ces prolétaires n'ont plus que des enfants à offrir à la société (latin *proles* : « ensemble des enfants », d'où *proletarius*, « citoyen de la dernière classe, qui ne fournit à la cité d'autre ressource que sa progéniture » - *Dictionnaire étymologique du français*). Mais on s'en fout de leurs enfants. Les Chinoises en font plus pour moins cher. La PMA, le DPI (diagnostic pré-implantatoire), les cliniques en font de plus beaux, de meilleurs, de plus performants – pour plus cher, il est vrai. À la rigueur, les Picardes n'ont qu'à louer leurs ventres et porter les enfants des autres (en attendant l'utérus artificiel). Qu'elles se rendent utiles, ces bêtes humaines. Qu'elles créent un marché, contribuent à l'économie, à la croissance, à l'intérêt général. Qu'elles justifient leur existence, l'air qu'elles respirent, la bière qu'elles rotent, la pâtée qu'elles bouffent, le fardeau qu'elles représentent pour nos systèmes sociaux et pour nos ressources naturelles sur lesquelles pèse, comme chacun sait, un certain stress. Et puis qu'on les liquide, qu'on se débarrasse de tout ce peuple, de toute cette plèbe archaïque et réactionnaire. Allez. Aux poubelles de l'histoire les ordures *alterophobes*. Place à l'élite progressiste, à l'humanité nouvelle – *augmentée, hybridée, ouverte, plurielle, connectée, nomade*, etc., à la *creative class* des métropoles mondialisées.

Pour être juste, les Picards n'ont pas toujours été la honte de la gauche éclairée (des squats à *Terra Nova*). Ces *piocheurs* (pic-ard) ont eu leur part dans *Le Mouvement du libre-esprit* (Raoul Vaneigem⁵), sectes paysannes adamites qui pratiquaient au Moyen-Âge un anarchisme naturaliste, sexuel, mystique, anticlérical, végétarien, et on en passe, allant jusqu'en Bohême participer à l'insurrection hussite. Les autorités de l'époque les ont naturellement traqués, brûlés, massacrés.

Sous la Révolution, c'est de Picardie que vint Gracchus Babeuf, journaliste, agitateur, opposant à la Terreur et au « *système de Robespierre* », auteur du *Manifeste des plébéiens*⁶, et meneur de la Conjuraison des *Egaux*. Bref, un de ces esprits libres, haïs des Badiou, Hazan, Coupat, de tous les robespierristes, blanquistes et léninistes. Il fut condamné à mort par le Directoire avant d'être récupéré, comble de cynisme, par l'imagerie communiste. Son fantôme apparaît au peintre Géricault et à l'écrivain Aragon, lors d'une réunion nocturne de conjurés picards – paysans, journaliers, maçons, tisserands, marinières, ouvriers, soldats, avocats, dans *La Semaine sainte*, le roman de la fuite du roi Louis XVIII à Gand, durant les *Cent jours*. C'est qu'en 1958, les communistes, comme les poujadistes, défendaient une classe en déclin, vouée à la disparition avec le capitalisme technologique. Les poujadistes soulevaient les boutiquiers, artisans, paysans. Les communistes soutenaient les « *ouvriers modernes* » qu'ils croyaient à tort la classe montante, la classe d'avenir, universelle, toujours plus nombreuse des « *prolétaires* », « *produit le plus authentique de la grande industrie* ». Que voulez-vous, ils radotaient dévotement *Le Manifeste* : « *Ainsi le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.* »⁷ Bien des auteurs l'ont dit depuis la fin du XIX^e siècle, loin de produire *leurs propres fossoyeurs*, la bourgeoisie et le capitalisme industriels ont produit leurs sauveurs, les ingénieurs, techniciens, cadres, scientifiques, experts et spécialistes qui forment la technocratie. Et celle-ci, unie à la bourgeoisie comme les dents aux lèvres a bouleversé le mode de production « *et donc les rapports sociaux* », au point de périmer « *les ouvriers modernes* ». En Chine même, chez Foxconn, les machines remplacent déjà les ouvriers, trop chers, trop faillibles, trop revendicatifs. Il aurait donc fallu réviser *le Manifeste du parti communiste* : « *Ainsi le développement du*

⁴ *Le Monde*. 15 février 2014

⁵ Éditions *L'or des fous*, 2005

⁶ Éditions *Mille et une nuits*

⁷ *Le Manifeste du parti communiste*. 1848

capitalisme technologique renforce la base même sur laquelle la bourgeoisie a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses sauveurs et les fossoyeurs du prolétariat. Sa chute et la victoire du prolétariat sont tout sauf inévitables. »

L'alliance de la technocratie et des capitalistes ne produit pas ses fossoyeurs : elle les élimine. Machinisme, robotisation, automatisation, informatisation, du point de vue des instruments de production. Abandon de population et dégradation des conditions de survie du point de vue des rapports sociaux. Le bruit avait couru, dans les années 80, d'un retour des « *nouveaux pauvres* » - d'où l'ouverture des *Restos du cœur* par Coluche. Depuis, ceux-ci n'ont fait que se multiplier au rythme des bouches à nourrir. La famine guette une partie des Français, comme elle frappe une partie des Africains, ramenant à l'esprit une autre tirade fameuse :

« Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui assurer des conditions d'existence qui lui permettent au moins de vivre dans la servitude. Le serf est parvenu à devenir membre d'une commune en plein servage de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, déchoit de plus en plus au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. L'ouvrier devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il en ressort donc clairement que la bourgeoisie est incapable de demeurer plus longtemps classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi impérative, les conditions d'existence de sa classe. Elle est incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu qu'il la nourrisse. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. » (Le Manifeste du parti communiste)

Il se pourrait que l'existence de la société ne soit plus compatible avec celle de la techno-bourgeoisie, dans le champ clos de l'économie planétaire unifiée, et que la seconde ait décidé à terme la liquidation de la première. Il faudrait, selon de précieux calculs scientifiques, neuf planètes comme celle-ci, pour que l'ensemble de sa population puisse jouir d'un niveau de vie égal à celui de la strate la plus riche et la plus mince. Il n'est évidemment pas question que la *classe de loisirs* (Veblen) renonce à ses dépenses somptuaires ni à sa consommation ostentatoire, en faveur de cette humanité déchu. Il est plus simple de se débarrasser de ces bouches inutiles, avides et par trop concurrentes au vu des *ressources* résiduelles. Mais n'anticipons pas.

Les pionniers de la « *deuxième gauche* » dans les années 60, ex-trotskyistes, ex-communistes, syndicalistes, sociologues (Serge Mallet, André Barjonet, Alain Touraine, André Gorz, etc.) ont doté le PSU et la CFDT de cet *aggiornamento* théorique que combattait le Parti communiste. Leur foi optimiste dans « *le développement des forces productives* », dans « *la modernisation* » et dans le rôle messianique de la classe ouvrière, la volonté de sauver Marx - contre Marx - les ont conduits à un délire et un déni symétriques de ceux du Parti communiste. Au lieu d'acter le déclin (voire la disparition) de la classe ouvrière - après ceux de la paysannerie, des boutiquiers, artisans, etc., ils ont requalifié « *Nouvelle classe ouvrière* » (Serge Mallet, 1963), les éléments de la technocratie énumérés plus haut. C'est-à-dire le personnel de la *société post-industrielle*. C'est ainsi que par un tour de passe-passe sémantique typique de la *novlangue*, des chercheurs et des ingénieurs informatiques gémissant sur leur *prolétarianisation* et leur *dépossession*, nous appellent à *Sauver la recherche* et à soutenir les travailleurs de chez Hewlett-Packard. Ce sont des prolétaires, voyez-vous, comme les ouvrières du textile bangladaises qui triment douze heures par jour, pour trois roupies, à fabriquer le *sportwear* qui constitue leur *dress-code*. Comme les filles mères du Nord qui porteront pour eux leur progéniture - de façon conviviale, équitable et bio - si les *dysfonctionnements* de l'industrie chimique anéantissent leurs gamètes, ou s'ils ne peuvent pas se permettre une interruption de carrière.

Cependant la « *Nouvelle Gauche* », la « *deuxième gauche* » a vaincu. Le « *colloque de Grenoble* » (1966), qui réunit pendant deux jours 500 cadres du PSU, de la CFDT, du CNJA, de l'UNEF, des socialistes, des communistes, des membres des « *clubs* » et des « *forces vives* » (on ne disait pas encore « *société civile* ») est l'acte fondateur de cette gauche technocratique. Les *Assises du socialisme*, en 1974, c'est-à-dire la cérémonie de fusion entre celle-ci et le sénile Parti socialiste revigoré lors du congrès d'Épinay, en 1972, ont non seulement permis la « *dynamique unitaire* » qui aboutit à la victoire de François Mitterrand en mai 1981, mais elles ont actualisé la doctrine et la base sociale du *Parti du Progrès* autour des « *nouvelles*

couches techniciennes » et de l'idéologie technocratique. On sait que le « *laboratoire grenoblois* », avec le député Pierre Mendès-France (1967), et le député-maire Hubert Dubedout (1965-1983), cadre du Commissariat à l'énergie atomique, soutenu par les Groupes d'action municipale (GAM) et le PSU, puis membre du PS, fut la technopole « *emblématique* » de cette technocratie triomphante, fondée sur l'*innovation* perpétuelle⁸. Il est juste que les Verts et leurs alliés, eux-mêmes issus de cette deuxième gauche, revendiquent aujourd'hui l'héritage de Dubedout, ce « *Mythe grenoblois* » auquel ils contribuent mieux que personne depuis un demi-siècle. Eric Piolle, leur candidat à la mairie, a raison de claironner ses qualités de gestionnaire, d'ingénieur polytechnicien et de cadre dirigeant chez Hewlett-Packard : « *Les chercheurs et ingénieurs grenoblois doivent être acteurs de l'innovation.* »⁹ « *J'ai même créé une PME avec des chercheurs de l'Inria et je suis au conseil scientifique de l'INPG* »¹⁰ « *J'ai géré des budgets bien plus gros, des équipes bien plus importants (sic) que ceux de la ville de Grenoble.* »¹¹ « *J'ai été cadre dirigeant dans une grande industrie, je serai le maire qui continue à innover !* »¹² Il est bien vrai que Piolle soit aussi représentatif du *technogratin* que l'était Michel Destot, le précédent maire de Grenoble, ancien ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique et cofondateur de la start-up *Corys*, avec Geneviève Fioraso, actuelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche. La presse gouvernementale et progressiste ne s'y trompe pas. *Le Monde*, à sa manière chafouine et papelarde, soutient Eric Piolle contre Jérôme Safar, le candidat du PS coupable de se maintenir au second tour de l'élection, malgré les injonctions ministérielles et parisiennes. « *À Grenoble, la grosse colère des Verts contre les socialistes.* »¹³ Idem *Politis* « *Depuis dimanche, l'espoir a même une capitale : Grenoble, où une liste « citoyenne » soutenue par le Parti de gauche et Europe Ecologie-Les Verts est arrivée en tête devant une alliance PS-PC adoubee par le maire socialiste sortant.* »¹⁴ Idem *Rue 89*, un site lié au *Nouvel Observateur*, l'hebdomadaire historique de la deuxième gauche. « *Grenoble, laboratoire de la gauche française pour la seconde fois. (...) Voilà donc que de Grenoble surgit une nouvelle expérience politique ; et la France de gauche de se tourner toute entière vers cette ville qui, décidément, ne fait jamais rien comme les autres...* »¹⁵

Mais si, mais si, Grenoble fait *toujours* comme les autres, mais *avant* les autres. Toujours à la pointe de la fuite en avant technologique, de l'organisation scientifique du monde. Il faut rendre cette justice à la faction la plus dynamique de la social-technocratie. Voici des lustres que devant l'effondrement écologique et social, les Verts et Cie se battent pour un capitalisme reverdi mêlant *Green New Deal* et *Green technologies*. Ils incarnent ontologiquement le Parti du Mieux, du *one best way* et de la rationalité technicienne face à l'irrationalisme archaïque du libéralisme. En fait, si le rejet du PS s'incarne dans les Verts, et non dans le Front national, c'est bien parce qu'un demi-siècle d'ingénierie de population a expulsé toute population ouvrière de Grenoble. Les Verts représentent l'alternance *interne* à la social-technocratie. Ils restent loin derrière le parti des abstentionnistes, le parti des écœurés dont le score dépasse la moyenne nationale : 40,95 %, alors qu'eux-mêmes au second tour rassemblent *moins* que les socialistes en 2008 : 19 677 voix contre 20 959, pour 84 819 inscrits. Deux électeurs sur dix.

Que toute cette verdure coïncide avec « *l'option techno-fasciste* », suivant le mot d'André Gorz¹⁶, au pilotage rationnel de la cybersociété, prise au filet informatique et criblée de capteurs RFID, c'est malheureux, « *mais quoi ? Il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités* » (De Gaulle, discours du 14 juin 1960). TINA : *There Is No Alternative*. Et de toute façon, ils s'en foutent. À l'ère technologique du capitalisme, ils ont avec eux les gros bataillons d'électeurs (ingénieurs, techniciens, cadres, scientifiques, spécialistes, et tous ceux qui en dépendent pour leur emploi). Le Parti du Regret, lui (*rance, nostalgique, passéiste, inquiet, crispé, obscurantiste, conservateur, réactionnaire, nauséabond, populiste, limite fasciste, j'veux dire*) n'a bientôt plus que des fantômes d'électeurs (paysans, pêcheurs, ouvriers, artisans, boutiquiers, employés, enseignants, etc.). *Obsolescence de l'Homme* (G. Anders), à l'âge des machines, des robots, des logiciels, de l'informatique et de l'automatisation.

⁸ Cf. *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau*, Pièces et main d'œuvre (Editions L'Echappée, 2012)

⁹ *Le Daubé*, 9 mars 2014

¹⁰ *Le Daubé*, 27 mars 2014

¹¹ *Libération*, 29/30 mars 2014

¹² Tract de campagne

¹³ 27 mars 2014

¹⁴ 27 mars 2014

¹⁵ <http://rue89.nouvelobs.com/>

¹⁶ *Écologie et Liberté*, 1977

Cependant, ce ne sont pas seulement des mécanismes matériels (des machines) et abstraits (« *l'autonomie de la technique* », « *le développement des forces productives* »), plus ou moins immanents, qui ont liquidé des classes entières pour leur en substituer d'autres. Des hommes qui défendaient leurs intérêts se sont battus en connaissance de cause pour ou contre ces *progrès*, comme on nommait jadis tout changement, sans y mettre de nuance laudative ni péjorative. Des hommes, en toute conscience, se sont battus pour leur mode de vie, et d'autres contre. Pour abolir certains modes de vie et les hommes qui allaient avec, et pour y substituer d'autres hommes, d'autres intérêts et d'autres modes de vie : les leurs. Les partisans du changement ont généralement vaincu. Et comme les historiens appartiennent au camp des vainqueurs, ils ont fait du *Progrès* cette force bénéfique, irrésistible, à la fois juste et fatale, *qui va dans le sens de l'Histoire*.

Selon le verdict d'un franc-tireur : « *Toute organisation ne profite et ne profitera jamais qu'aux organisateurs.* »¹⁷

Toute organisation se soucie d'abord d'elle-même, de sa survie, de sa prospérité, et de celle de ses membres. Celle-ci est liée au sort de la classe qu'elle représente et qui lui sert de monture. Premier parti de France à la Libération avec un quart du corps électoral, le Parti communiste ne remporte plus que 1,9 % des suffrages en 2007, la dernière fois où il ose se présenter aux élections présidentielles. C'est qu'il a perdu sa base, « *la classe des ouvriers modernes* », et qu'il n'a pas eu l'instinct de survie de sauter de monture à temps. Désormais, comme le Parti radical-socialiste qui fut avant lui le premier parti de France, et qui défendait les petits propriétaires ruraux, il est voué à mourir sans fin, simple appendice du Parti socialiste.

Le mouvement poujadiste, *de défense des petits commerçants et artisans*, souleva les foules contre les *grandes surfaces* et *la grande distribution capitaliste*, entre 1953 et 1958. Il connut son heure de gloire en 1956, faisant élire 52 députés, dont Jean-Marie Le Pen, 27 ans, le plus jeune député de France. Le Front républicain cria au fascisme, à *la bête immonde*, aux *heures les plus sombres de notre histoire*, etc. Ce n'était qu'une fièvre. Deux ans plus tard, De Gaulle revenu au pouvoir, le poujadisme s'éteignit d'un coup tandis que la technocratie lançait en avant toute, l'industrialisation et la modernisation du pays, synonymes d'éradication de la paysannerie et des catégories que le poujadisme avait pour la dernière fois mises en branle (passons sur l'épisode du Cid-Unati en 1969-1970).

Le prétendu « *Triomphe du Front national* »¹⁸ est sans avenir. Tout au plus une légende urbaine, un « *hoax* » à faire peur aux électeurs *connectés* pour détourner leur attention des difficultés économiques et maintenir la *discipline républicaine*. Une opération d'intoxication. Ce n'est pourtant pas aux sociologues et aux politistes du *journal de référence* qu'on enseignera que ce « *populisme* », ce « *national populisme* », s'appuie sur des classes sociales et des classes d'âge « *archaïques* », « *en déclin* », vouées à une disparition prochaine. Cette fièvre est une fièvre d'agonisants. Hénin-Beaumont et Béziers ne sont pas des métropoles de la technocratie triomphante, mais les chefs-lieux du peuple perdu. Au mieux, on y plantera des musées et des festivals que les technobourges viendront visiter d'un aller-retour en TGV, et où les chômeurs du cru seront bien contents de trouver un *job* d'hôtesse d'accueil ou de garçon de restaurant. Le Front national n'est que l'ombre de ce que fut le mouvement poujadiste, et le fantôme de ce que furent l'Action française et *les Chemises vertes* d'avant-guerre. Il prospère - chétivement, précairement - sur le dernier cri de rage de classes en voie d'extinction et disparaîtra avec elles. En clair, le peuple disparaît au profit de *l'Humanité de métier*, au sens où De Gaulle annonçait *L'Armée de métier*¹⁹. C'est-à-dire *une armée technicienne*, une armée d'ingénieurs, de spécialistes, de scientifiques, une armée *technocratique* capable d'opérer des sous-marins, des avions, des divisions blindées, des missiles nucléaires, etc.

Qu'est-ce que le peuple a à attendre de la social-technocratie (la gauche) ou de la technocratie libérale (la droite), sinon de pauvres soins palliatifs, en attendant que les machines l'achèvent. Serge Halimi, l'oracle du *Monde diplomatique*, vous l'avait bien dit dans sa préface au livre de Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*²⁰, et dans « *Le temps des jacqueries* », son éditorial de janvier 2014.

« ... alors que se précise pour l'Élysée la perspective d'un de ces matchs revanches dont les médias préparent déjà la mise en scène, MM. Nicolas Sarkozy et François Hollande pourraient s'inspirer de la franchise de Mme Angela Merkel et de M. Sigmar Gabriel. Et constituer ensemble un gouvernement qui, à quelques détails près, prolongerait les orientations générales prises depuis trente ans.

¹⁷ Panaït Istrati, *Vers l'autre flamme*

¹⁸ *Le Monde*, 25 mars 2014

¹⁹ Éditions Berger-Levrault, 1934

²⁰ Éditions Agone, 2007

En 2006, dans un ouvrage opportunément intitulé *Devoirs de vérité*, M. Hollande avait déjà admis la convergence entre socialistes et droite libérale en matière de politique économique, financière, monétaire, commerciale, industrielle, européenne : "C'est, écrivait-il, François Mitterrand - avec Pierre Bérégovoy - qui a déréglementé l'économie française et l'a largement ouverte à toutes les formes de concurrence. C'est Jacques Delors qui a été, à Paris comme à Bruxelles, l'un des bâtisseurs de l'Europe monétaire avec les évolutions politiques qu'elle impliquait sur le plan des politiques macroéconomiques. C'est Lionel Jospin qui a engagé les regroupements industriels les plus innovants, quitte à ouvrir le capital d'entreprises publiques. Ce qui lui fut reproché. Cessons donc de revêtir des oripeaux idéologiques qui ne trompent personne." (François Hollande, *Devoirs de vérité*, Stock, Paris, 2006)

Huit ans plus tard, que dire de plus ? Or c'est précisément ce manque de prise sur les orientations essentielles du pays qui explique la désaffection des Français envers le bruit et la fureur de leur classe politique, alors que deux courants rivaux autant que complices monopolisent la représentation nationale. Car les socialistes et la droite ont beau détenir 92,2 % des sièges de l'Assemblée nationale et 89 % de ceux du Sénat, les décisions gouvernementales provoquent un rejet profond, sans que l'opposition parlementaire éveille le moindre espoir. (...)

Pareil climat alimente un néopoujadisme qui s'épanouit de plus en plus en marge des formations traditionnelles sous la forme de bouffées intermittentes de colère et du bourdonnement incessant des réseaux sociaux. (...)

Quand, à partir de 1983, la gauche a rendu les armes sur les questions économiques et rompu le lien avec son histoire révolutionnaire, elle a tenté d'y substituer une utopie européenne, universaliste et antiraciste, un mélange d'Erasmus et de « Touche pas à mon pote » décliné par une camarilla d'artistes et de journalistes. À présent, ces leviers sont cassés ; ils sentiraient le procédé. Avec M. Hollande, au moins, aucun maquillage, aucune espérance, rien d'autre qu'un discours de comptable tiraillé entre les attentes de son électorat qui a cru - une dernière fois ? - qu'avec les socialistes « le changement, c'est maintenant » et les exigences de ses cerbères financiers qu'il doit sans cesse convaincre qu'il mène "une politique crédible", car "tout signe de défaillance serait sanctionné" (Entretien de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, au *Journal du dimanche*, 19 août 2012.) Mais quand le seul progrès escompté consiste à dépenser moins que la droite, la gauche est morte. »

Heureusement pour le lecteur, il y a dans cette gangue journalistico-universitaire (c'est le *Diplo*, hein), quelques perles d'humour involontaire. Voici, avant de les monter en épingle, des extraits d'une recension de *Pourquoi les pauvres votent à droite*, par M. Birnbaum du *Monde des livres* (31 janvier 2008) :

« Un peu partout en Occident, la gauche est saisie de perplexité. Je suis l'héritière du mouvement ouvrier, j'incarne le combat pour l'émancipation sociale, et pourtant le peuple m'abandonne, se lamente la gauche. Cette angoisse, elle la formule avec ses mots à elle, sous la forme d'un âpre questionnement : pourquoi diable les pauvres gens soutiennent-ils la droite, autrement dit le parti des dominants ? Comment expliquer que les damnés de la terre apportent leurs suffrages à ceux qui roulent "objectivement" pour les maîtres du monde ? (...)

Pour un homme de gauche, c'est à n'y rien comprendre. En guise d'explication, Frank insiste sur le coup de génie des conservateurs : d'un côté, ils se sont réapproprié un thème largement abandonné par les démocrates, celui de la juste fureur des "masses" contre les élites ; de l'autre, ils ont substitué la "guerre culturelle" à la lutte de classes. Les valeurs d'abord ! "Ce qui divise les Américains, ce serait l'authenticité, et non quelque chose d'aussi complexe et dégoûtant que l'économie", précise le journaliste. D'où la marginalisation des thèmes propres à la gauche (salaires, protections sociales...) et le triomphe d'enjeux touchant à l'avortement, à la religion, bref aux "modes de vie". D'où aussi la posture victimaire adoptée par ces idéologues républicains, riches à millions et diplômés d'Harvard, qui prennent "des accents ruraux, racontant à qui veut l'entendre leur jeunesse passée dans les cabanes et hurlant après les élites suréduquées"...

Une fois au pouvoir, les mêmes se garderont bien de tenir leurs promesses "morales", insiste Thomas Frank. L'essentiel de leur action consistera à appliquer le programme néolibéral : "Votez pour interdire l'avortement et vous aurez une bonne réduction de l'impôt sur le capital (...). Votez pour faire la nique à ces universitaires politiquement corrects et vous aurez la déréglementation de l'électricité (...). Votez pour résister au terrorisme et vous aurez la privatisation de la sécurité sociale"... Devant tant de paradoxes,

Frank fustige l'évolution d'un parti démocrate honteux de lui-même, incapable de capter la colère d'une population qui devrait, en bonne logique marxiste, se tourner vers lui... »²¹

Comme dirait une espiègle humoriste de *France Inter*, « *Quels gros cons, ces pauvres !* » - mais ne stigmatisons pas.

Thomas Frank est un natif du Kansas, qu'il présente un peu comme la Picardie des Etats-Unis, des plaines à ras bord de croquants et de bouseux qui eurent une tradition rouge et radicale, avant de se rallier à l'ennemi de classe pour de superficielles questions de « *valeurs* », de « *culture* », de « *mode de vie* », d'« *authenticité* ». Du populo n'ayant jamais lu Marx, incapable de savoir ce qui est bon pour lui, de distinguer l'important du secondaire, l'infrastructure (l'économie, les rapports de production), des superstructures (le droit, la culture, les valeurs, etc.) C'est en enquêtant dans son Kansas natal que Frank tente de comprendre pourquoi les pauvres votent à droite, et son ahurissement tourne en boucle, « *Comment peut-on voter républicain quand on a dû au moins une fois travailler pour un patron ?* » « *Comment autant de gens ont-ils pu commettre une erreur aussi grossière ?* »

Et le plus curieux, comment se fait-il qu'une fois élus, les champions des « *valeurs traditionnelles* », Reagan, Bush père, Bush fils *ne restaurent jamais* l'ordre moral sur lequel ils se sont fait prétendument élire : « *L'avortement n'est jamais interdit. La discrimination positive n'est jamais abolie. L'industrie culturelle n'est jamais tenue de faire le ménage chez elle. (...) Ce fait intrigue tout particulièrement les observateurs. Et l'on s'attendrait à ce qu'il en soit de même pour les vrais fidèles de la réaction. Leurs tribuns grandiloquents ne passent jamais à l'acte. Leur colère s'exaspère mais ils réélisent pourtant tous les deux ans leurs héros de droite pour la deuxième, la troisième ou la vingtième fois. Le truc n'est jamais éventé et l'illusion jamais dissipée.* »

L'explication qui saute à l'esprit, c'est que « *les valeurs traditionnelles* » n'intéressent pas vraiment leurs champions – ni même la masse de leurs électeurs - mais seulement cette « *lunatic fringe* », cette marge cinglée, militante et mobilisée, nécessaire pour faire une majorité, mais qu'on ne paye jamais que de bonnes paroles. Malgré tous les hauts cris des chefs d'entreprises et de leurs députés, aucun gouvernement de droite, en France, n'est revenu sur la loi des 35 heures et l'encouragement à la paresse qu'elle représente face à la concurrence internationale. Normal, seuls les ouvriers et les employés y ont perdu (baisses des salaires, augmentation de l'astreinte et de la *flexibilité* annuelle en fonction des besoins), tandis que les cadres y gagnaient d'apaisantes RTT à combiner avec leurs week-ends et les « *ponts* » du mois de mai, et les entreprises de précieuses marges d'ajustement de main d'œuvre. *Jamais* en 60 ans, pour toutes les accusations de racisme et de xénophobie dont la gauche les accable mécaniquement, sempiternellement, un gouvernement de droite n'a eu la moindre velléité de mettre en œuvre la « *préférence* » ou la « *priorité nationale* ». Pas même pour leurrer - une fois de plus - la *frange dure* de son électorat, la *droite populaire*. C'est aussi normal. Les intérêts de l'économie, c'est-à-dire des entreprises, c'est-à-dire de leurs actionnaires et dirigeants s'y opposent formellement. Seuls les ouvriers et les employés y gagneraient sur le marché du travail. On le voit avec la directive européenne 96/71/CE, dite de « *détachement des salariés* », qui permet aux entreprises européennes de recruter des étrangers en versant les cotisations sociales dans leurs pays d'origine, c'est-à-dire de pratiquer le « *dumping social* », comme sur le chantier de l'EPR de Flamanville où triment une majorité d'Italiens, de Portugais et de Roumains. « *Et pourtant, il a fallu attendre l'intervention spectaculaire d'une quinzaine de militants du Front National (FN) pour que l'affaire prenne de l'ampleur. Le 12 décembre, ceux-ci occupent le toit de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Dunkerque et déploient une banderole : "Emploi, les nôtres d'abord". L'action pique la curiosité des médias nationaux ; elle affole les autorités politiques et préfectorales à quelques mois des élections municipales. Manifestement, la jolie façade qui ceint le chantier a fini par se lézarder.* »²² On l'a encore vu en Suisse, récemment, où les organisations patronales ont appelé à voter non, lors de la *votation* sur la restriction de l'accès au marché du travail pour les étrangers. Il n'y a pas là plus de xénophilie que de xénophobie : rien que des intérêts de classe contradictoires, le *froid intérêt*, les *dures exigences du « paiement au comptant »* (*Le Manifeste du Parti communiste*). Peut-on reprocher à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre d'appliquer à ce commerce les règles que leur a enseignées la bourgeoisie.

MM. Frank et Halimi sont plaisants de se demander pourquoi les pauvres votent à droite. Ils votent bien à gauche, pour Mitterrand, Clinton, Jospin, Obama, Hollande. Du moins, le faisaient-ils jadis et ils n'avaient pas de meilleures raisons. Les promesses - économiques et morales - n'ont pas été mieux tenues par la

²¹ *Le Monde*, 31 janvier 2008

²² *Le Monde diplomatique*, avril 2014

gauche que par la droite. M. Halimi est bien bon de s'aviser de l'unité profonde de l'UMPS derrière son apparence de contradiction, et de son monopole de la représentation nationale. Dès 1986, *La Deuxième droite*, le pamphlet de Garnier et Janover, judicieusement réédité en 2013 (chez Agone), réglait le compte « d'une droite authentique et pas seulement une gauche en toc ». Morceaux choisis :

« Est-ce à dire que tout clivage, toute opposition politique a disparu dans ce pays ? Aucunement. La ligne de partage passe désormais entre deux types de conservatisme, l'un obtus, l'autre éclairé, l'un frileux, l'autre fringant, l'un tourné vers le passé, l'autre ouvert vers l'avenir. Bref : l'un réactionnaire, l'autre progressiste. À cet égard, on peut faire confiance au constat d'un spécialiste, le conseiller "spécial" du président de la République : la France, selon Jacques Attali, reste plus que jamais coupée en deux, puisque le parti de l'ordre et le parti du mouvement continuent de s'y opposer. Précisons toutefois que ce mouvement est indispensable au maintien de l'ordre, comme l'ordre est nécessaire pour permettre au capital de poursuivre son mouvement. »

« La rapidité du progrès scientifique et technique depuis les années 1960 a laissé pantois ceux qui persistaient à croire que les rapports de production capitalistes étaient voués à entraver le développement des forces productives. Contrairement aux idéologues qui se réclamèrent par la suite de son œuvre, Marx avait pourtant souligné l'aptitude de la bourgeoisie à "révolutionner constamment les instruments de production" pour peu que leur modernisation contribue à élever ou à maintenir le taux de profit. Autre nouveauté qui témoignerait de l'irruption de la modernité : le pouvoir idéologique de la technologie. Là encore, seul un marxisme primaire imprégné de scientisme et de productivisme peut conduire à la fétichiser au point de la croire "neutre", et d'ignorer qu'elle sert aussi à légitimer la domination. »

Nous-mêmes, avons employé l'expression « deuxième gauche », non pour désigner l'engeance rocardienne, la nébuleuse technocratique et moderniste tournoyant entre CFTD, *Nouvel Observateur* et Lubéron (« gauche américaine », « gauche caviar ») ; mais pour épingler cette vieille droite routinière et patrimoniale du *Figaro*, des grandes familles industrielles, des Chambres de commerce et d'industrie, dépourvue de dynamisme et d'esprit d'« innovation » ; rétive à se risquer dans l'économie de la connaissance, de l'immatériel, des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'économie des *start-up* et d'Internet, fondées par des chercheurs et ingénieurs à l'avidité pétulante. Une vieille droite - ou plutôt une deuxième gauche, donc - trop heureuse de laisser la première gérer au mieux les affaires communes, et d'abord la colère et la révolte populaires. La gauche connaît mieux le peuple, elle a plus de liens avec lui, elle sait comment le prendre. On n'est jamais mieux trahi que par ses chefs. L'ancienne gauche, devenue deuxième droite, se charge donc du sale travail de l'ancienne droite - réformes économiques et sociales. Mais pour garder son emprise sur « le peuple de gauche », elle introduit des « innovations sociétales », d'autant plus généreuses qu'elles ne coûtent rien. Mieux, elles peuvent même rapporter en ouvrant de nouveaux marchés à la consommation, comme la marchandisation des enfants, par exemple. Le peuple se moque de ces innovations, quand il ne les déteste pas. C'est du social qu'il veut, non du sociétal. Il patiente dans l'espoir que son tour viendra, jusqu'au jour où il comprend qu'il ne viendra jamais. Alors il ne vote plus. Ou il vote à droite, voire pour le populisme. Cependant l'ancienne droite, devenue deuxième gauche, encaisse les profits de la politique économique de l'ancienne gauche, devenue deuxième droite, et tempête suffisamment contre ces innovations sociétales, pour leur donner ce cachet émancipateur propre à leurrer les zélotes des « droits nouveaux », quitte à se rallier au bout d'un lustre ou deux. La deuxième gauche suit la deuxième droite comme les roues arrière suivent les roues avant. En matière d'innovations sociétales et technologiques, deuxième gauche et deuxième droite fusionnent comme ces deux domaines fusionnent également. Le retour de l'UMP au gouvernement n'entraînera pas plus l'abolition du mariage homosexuel, que son dernier passage n'avait entraîné celle du Pacs. En revanche, il n'est pas exclu qu'il ouvre un marché libre et sans entrave à la Grossesse pour autrui (GPA), à la Procréation médicalement assistée (PMA), voire à toutes les formes d'eugénisme génétique et technologique, d'enfant sur mesure, dont l'avancée des connaissances permettra la production et la commercialisation. Bref, au double-centre sociologique de la bourgeoisie capitaliste et de la bourgeoisie technocratique -passablement confondu - répond un double-centre politique - non moins confondu - qui monopolise la représentation parlementaire, comme l'a remarqué le sagace Halimi. Laissons donc ces noms de droite et de gauche, première ou deuxième, qui embrouillent sans plus signifier de réelles différences politiques, et parlons de ce double-centre, ou gros centre.

On sait que le prophète de ce gros centre, rassemblant « *les classes moyennes* », « *deux Français sur trois* » autour du « *libéralisme avancé* », de la croissance économique et de la construction européenne, fut Valéry Giscard d'Estaing. Mais il fit bien d'autres merveilles. Alors que pour la première fois depuis les *Trente glorieuses* ressurgissait le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, M. Giscard d'Estaing procédait avec le soutien de la gauche, à des réformes de modernisation sociétale. Alors que le peuple, pour parler comme MM. Frank, Halimi et Birnbaum, réclamait des mesures économiques (« *salaires, protections sociales...* »), on lui refilait des « *valeurs* » : la majorité à 18 ans, le divorce par consentement mutuel, la légalisation de l'avortement - qui à elle seule, faisait de Giscard un président de gauche, mais il faut y ajouter la loi sur « *le regroupement familial* » des immigrés, dont l'effet, une génération plus tard, a été la transformation de la France en Etat multiculturel, sinon multinational. Quant aux chômeurs, on leur jetait les « *stages Barre* », première version des *TUC* (« *Travaux d'utilité collective* »), des *CES* (« *Contrats emploi solidarité* »), *dispositif* qui n'a cessé de croître (comme *les Restos du cœur*) et de fournir des salariés jetables et bon marché aux employeurs. On voit que le truc date de bien avant le *Tournant de la rigueur*, de ce fatidique mois de mars 1983 où M. Halimi et ses pareils situent « *la reddition de la gauche sur les liens économiques* » et la « *rupture de son lien avec son histoire révolutionnaire* », pour y substituer « *une utopie européenne, universaliste et antiraciste, un mélange d'Erasmus et de « Touche pas à mon pote » décliné par une camarilla d'artistes et de journalistes.* »

Quant à la rupture de la gauche avec son histoire révolutionnaire, des sources généralement bien informées la font remonter à la III^e République, voire à l'écrasement de la Commune. Il se pourrait même que la gauche, parti bourgeois et républicain, n'ait été révolutionnaire qu'entre l'assemblée des Etats généraux de 1789 et la réaction thermidorienne de 1795. Mais il ne faut pas en vouloir à M. Halimi ni se moquer de lui. Il a eu une enfance difficile et une scolarité troublée ; cela peut arriver à n'importe quel collégien de manquer un cours d'histoire.

Notons pour l'anecdote que parmi les auteurs de ce funeste *Tournant de la rigueur*, figurent Laurent Fabius, alors Premier ministre, et Jacques Delors, ministre de l'économie, accessoirement père de Martine Aubry, archétype du technocrate centriste, européiste et l'un des politiciens qui a le plus fait pour la liquidation du peuple, de la nation et de la France. Ce dont nos internationalistes, de gauche ou de droite, libéraux ou libertaires, ne peuvent que lui savoir gré.

Le chômage montait sous la présidence de François Mitterrand (1981-1995). Le peuple - les pauvres - réclamait des mesures économiques (« *salaires, protection sociales...* »), mais « *on avait tout essayé* ». Alors on lui donnait des *valeurs*, du *sociétal* gratuit et irréprochablement de gauche. Il faudrait vraiment manquer de cœur pour ne pas se réjouir de l'abolition de la peine de mort, de l'autorisation des « *radios libres* », de l'instauration de la *Fête de la musique*, de la majorité sexuelle à 15 ans *pour tous* et de l'amnistie des « *délits homosexuels* », de la loi contre le délit d'entrave à l'IVG et de la dépénalisation de l'auto-avortement, et de celle interdisant les propos négationnistes et renforçant la législation contre le racisme. Quant aux chômeurs, on leur jetait le RMI (Revenu minimum d'insertion), devenu Revenu de Solidarité Active (RSA), sous Sarkozy. L'Isère comptait 27 812 allocataires du RSA en 2013.²³ En France, « *près de 1,6 million de foyers sans activité bénéficient de cette allocation au titre du RSA socle. Le RSA activité, qui fournit un complément de revenu aux travailleurs modestes, est versé à 476 000 foyers.* »²⁴ On sait que des « *assistés* », si nombreux soient-ils, ne peuvent ni s'organiser politiquement, ni fomenter autre chose que des jacqueries sans lendemain. D'autant qu'ils restent plus que minoritaires à l'échelle de la population. Aucun parti politique n'a d'avenir à s'appuyer sur cette sous-classe sans avenir. Les « *assistés* » peuvent tout au plus servir de force d'appoint et de masse de manœuvre, tant qu'on leur laisse un droit de vote qu'ils tendent eux-mêmes à laisser choir en désuétude. « *Quant au sous-prolétariat, cette pourriture passive des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre et se livrer à des menées réactionnaires.* » (*Le Manifeste du parti communiste*)

Vous savez bien, *la Nouvelle classe ouvrière* (Serge Mallet, 1963), ce sont les I.T.C (ingénieurs techniciens, cadres). En fait, on peut se demander combien de temps *l'humanité augmentée* acceptera d'assister cette sous-humanité périmée. Le peuple qui était le nombre et le producteur n'est plus ni l'un ni l'autre. Du point de vue des producteurs, des entrepreneurs et des personnels technocratiques, « *qu'il ne faudrait pas oublier tout de même* », comme le radote Michel Rocard chaque fois qu'on lui tend un micro, ce sous-peuple, *populiste et réactionnaire*, n'est qu'un poids mort.

²³ *Le Daubé*, 22 juin 2013

²⁴ *Le Monde*, 20 juin 2013

Cependant le chômage montait sous le président Chirac (1995-2007), le camarade de promotion de Michel Rocard à l'ENA, et les pauvres, le sous-peuple, *la pourriture passive des couches inférieures*, réclamaient des mesures économiques (« *salaires, protections sociales...* »). Que fit le président Chirac, élu sur une promesse de réduction de « *la fracture sociale* », souvent décrit comme *un travailliste*, un radical-socialiste à la Henri Queuille, un homme de gauche *in petto*, l'homme de toutes les *cohabitations* (deux avec Mitterrand, une avec Jospin)? Eh bien, il mit fin au service militaire, réduisit à cinq ans le mandat présidentiel, reconnut la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs, institua la Journée commémorative de l'esclavage, contresigna la loi Taubira sur le reconnaissance de la traite négrière et de l'esclavage comme crimes contre l'humanité et la loi Aubry sur les 35 heures. Rien de plus ni de moins qu'un président socialiste. Son successeur, Nicolas Sarkozy, est l'auteur d'une réforme constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats présidentiels successifs. Quant à François Hollande, élu en mai 2012, l'innovation marquante de son mandat reste pour l'instant le mariage homosexuel. Au temps pour « *les masses déshéritées* » (Birnbaum) qui réclament des mesures économiques et de protection sociale. Pour les hommes d'élite et de gauche, comme MM. Frank, Halimi et Birnbaum, « *c'est à n'y rien comprendre* » - et en effet, ils n'y comprennent rien. « *Devant tant de paradoxes, Frank fustige l'évolution d'un Parti démocrate honteux de lui-même, incapable de capter la colère d'une population qui devrait, en bonne logique marxiste, se tourner vers lui...* »²⁵

« *En bonne logique marxiste* » - le marxisme selon M. Birnbaum, le Parti socialiste devrait « *capter la colère* » de la population, ne pas « *être honteux de lui-même* », lui parler « *de quelque chose d'aussi complexe et dégoûtant que l'économie* », « *des thèmes propres à la gauche (salaires, protections sociales...)* ». Il se pourrait qu'à la longue, la population ne se laisse plus prendre aux propos captieux, mais de toute façon, qu'est-ce que la gauche et que dit-elle ?

II

Qu'est-ce que la gauche – réellement existante ?

« *Nous sommes la gauche* », déclare un manifeste publié les 6, 7 et 8 mai 1997 dans *Libération*, *Témoignage chrétien* et *Les Inrockuptibles*, juste après que Jacques Chirac a dissous l'Assemblée nationale, ouvrant ainsi les palais à la « *cohabitation* ». L'appel est lancé par Act-up, « *association militante de lutte contre le sida, créée en juin 1989, suivant le modèle américain né deux ans plus tôt. (...) Act-up est en outre un groupe avec une forte identité collective « homosexuel séropositif », mais ouverte à des identités multiples. Ses militants viennent de toutes les catégories de la population qui sont touchées par l'épidémie, ce qui fait de ce groupe un mouvement politique que l'on peut vraiment désigner comme queer dans la mesure où il se définit seulement par son caractère oppositionnel. (...) Au-delà de ce qui fait la colère d'Act-up, il y a toujours eu une dénonciation de la norme, de ce qui devait décider de ce qui est bien, de ce qui est mal, de si nos vies sont correctes ou pas.* » (Emmanuelle Cosse, présidente d'Act-up de 1999 à 2001. *Témoignage pour Yagg de 2009*)²⁶

Le manifeste d'Act-up est signé par des associations de défense des immigrés, des sans-papiers, des chômeurs, des femmes, des prostituées, des toxicomanes, par des syndicalistes (SUD, CFDT) et par quelques personnalités, militants, écrivains, artistes (Daniel Bensaïd, Jean-Paul Dollé, Dan Franck, Leslie Kaplan, Jean-Marie Koltès, Yann Moulier-Boutang, Olivier Py, Maurice Rajfus, Anne Tristan, Pierre Vidal-Naquet, etc.) C'est un texte plutôt anodin, comme l'extrême-gauche dans toute sa variété en produit depuis des années, sinon des décennies. Sempiternel rappel de l'option en faveur des gueux et des marginaux et rituelle tentative de tisonner la mauvaise conscience de « *la gauche officielle* », la gauche des notables, des bureaucrates et des élus, avant une élection. Comme les campagnes de dons humanitaires avant Noël. Nous aussi, on existe. L'introduction et la conclusion qui agitent la puissance électorale des signataires et de leurs mandants supposés, contribuent à discréditer le texte et à l'affadir. Nul n'imagine que le poids électoral d'Act-up et de ses alliés fasse une différence dans les urnes. L'extrême-gauche, d'ordinaire, ne se donne pas ce ridicule ; elle assortit plutôt ses appels de menaces de « *luttés* » et de

²⁵ *Le Monde*, 31 janvier 2008

²⁶ Site d'Act-up

« descendre dans la rue ». « Nous sommes la gauche » retrouve le langage de *lobbying* catégoriel et de clientélisme électoral des bouilleurs de cru d'antan, des chasseurs et des chauffeurs de taxi sans en avoir les masses d'électeurs disciplinés.

« La gauche officielle ne gagnera pas les élections sans nous. Parce que nous sommes la gauche réelle. Nous sommes la gauche qui se bat et s'est toujours battue sur le terrain pour ses propres conditions de vie et pour celles de tous. (...) Si la gauche officielle ne le veut pas, nous ferons tout pour l'obliger à le vouloir, parce que nous sommes une opposition réelle. (...) Nous sommes des électeurs de gauche, mais nous ne voulons plus l'être par défaut. Nous sommes la gauche parce que nous la faisons. »

Si le manifeste d'Act-up & co n'a pas apporté grand chose à la victoire de « la gauche plurielle » aux élections législatives de 1997, il se pourrait que l'inverse soit vrai. Être du camp des vainqueurs, quelle que soit la contribution réelle à la victoire, ouvre des possibilités, des sympathies, des liens, des soutiens, des postes, des créances plus ou moins soldées. Cela donne au moins l'énergie nécessaire à de nouvelles entreprises. La revue *Vacarme*, issue du mouvement « Nous sommes la gauche », se veut « le fer de lance d'une politique des minorités »²⁷, dans le droit-fil de Foucault et du « modèle américain ». La revue subsiste grâce à un don de 100 000 francs, des subventions du Centre national du livre, d'institutions artistiques et de celle de l'homme d'affaires Pierre Bergé, compagnon et *manager* de Bernard Buffet et Yves Saint-Laurent ; financier fondateur de *Globe*, *Têtu*, *Courrier International* ; co-propriétaire du Groupe *Le Monde* (*La Vie*, *Télérama*, *Courrier International*, *Le Nouvel Observateur*...), c'est-à-dire de la presse de gauche ; fervent soutien et proche de François Mitterrand ; chiraquien en 1995, puis financier de Ségolène Royal. Bref, quelqu'un qui joint le chèque à la parole, même s'il n'en a pas toujours autant qu'il le souhaiterait pour son argent.

Ce qui frappe chez les initiateurs de « Nous sommes la gauche » et de *Vacarme*, c'est le pragmatisme, sinon l'opportunisme désinhibé, en quoi ils se conforment à leur maître et modèle, le plus furieux arriviste d'un temps qui en grouillait. On peut critiquer *l'expertise*, *le savoir/pouvoir*, *le savoir bourgeois*, faire l'apologie des *hommes infâmes*, des Massacres de septembre (1792), de la violence de masse et de l'ayatollah Khomeiny, et lancer là-dessus la plus âpre, la plus féroce carrière de mandarin, tout en diplomatie universitaire, agilité sociale et volte-faces théoriques. Certes, les héritiers de Foucault n'ont jamais envisagé de saborder, voire de suspendre leur ascension pour *s'établir* en usine, à la campagne, dans la bohème, comme il fut de mode chez certains de leurs aînés, avant de rapides retours au *ratelier universitaire* - voyez François Ewald, son co-exécuteur testamentaire, l'ancien Bourreau de Bruay maou, promu conseiller du Medef, d'Areva et des compagnies d'assurance, pourfendeur des *risco-phobes*. Ils ne dégoûtent les autres de l'école et du savoir que pour mieux se l'approprier. Quand nombre de naïfs, « post-situs », « anars », « ex-gauchistes », « activistes », mettent leur point d'honneur à *rater* ; et surtout à fuir toute position de pouvoir, parce qu'ils ne veulent pas le prendre, mais le détruire, on connaît les avatars de la *French Theory* à leur façon vorace de s'incruster dans l'université, l'édition, les médias, les commissions, les institutions, pour y ramper vers le sommet. Mais pas d'essentialisme, ne stigmatisons pas.

Forts de leur capital culturel et de leur entregent, ces jeunes diplômés *up and coming*, comme on dit dans leur patrie d'élection, ont conquis nombre de départements universitaires et l'hégémonie intellectuelle, ce dont témoigne leur place d'honneur à *La Grande table*, leur émission quotidienne sur France Culture. Philippe Mangeot, Mathieu Potte-Bonneville, Xavier de La Porte, Pierre Zaoui, leurs alliés Eric Fassin, Didier Eribon, François Cusset, toute la séquelle foucaldienne et leurs proches des revues *Multitudes*, *Mouvements*, des éditions Amsterdam y formatent chaque jour leurs auditeurs à la bonne pensée et à la *French Theory* dans tous ses avatars.²⁸ - Sans préjudice des autres émissions sur l'ensemble du groupe Radio France, telle *La Suite dans les idées*, de Sylvain Bourmeau ni des pages *Débats* ou *Rebonds* du *Monde* et de *Libération* où ils éditorialisent la ligne implicite de ces journaux. Et l'on passe sur les innombrables relais associatifs, politiques que trouve inévitablement le magistère des médias de gauche. *Le Nouvel Observateur* décrit ce processus sur le mode de la dénégation, dans un article consacré à « La théorie du complot "homo-maçonnique" » :

²⁷ « Politique des minorités, politique du style », entretien avec Philippe Mangeot sur la revue *Vacarme*. In *Drôle d'époque* n°20, automne 2007

²⁸ Cf. *L'Autre côté* n°2, *La French Theory et ses avatars*

« Les nouveaux croisés de l'ordre moral fustigent une conspiration imaginaire. Il n'y a guère qu'une poignée de militants de l'égalité homme-femme et de la cause homosexuelle pour inciter le gouvernement à aller plus loin. Passage en revue. (...)

Du mariage des couples de même sexe, on déduit la volonté de révolutionner les liens de la filiation en généralisant la procréation médicalement assistée (PMA) voire la gestation pour autrui (GPA) (...)

Qu'à cela ne tienne, les agitateurs néo-réacs reportent leurs fantasmes complotistes sur le « lobby gay ». Délire ou réalité ? Née en Californie dans les années 1960, l'affirmation d'un droit à une sexualité queer a progressé dans les démocraties occidentales prenant à rebrousse-poil des siècles de traditions ethno-religieuses. En France, une myriade d'associations - notamment la fédération Inter-LGBT - sont mobilisées pour faire valoir leurs revendications jusque dans les partis politiques. (...)

Alors, sus aux relais politiques de la mouvance LGTB ! En tête de liste, Najat Vallaud-Belkacem. Ancienne secrétaire nationale du PS chargée des questions de société, elle n'a pas attendu d'être ministre des Droits des femmes pour se prononcer en faveur d'une nouvelle conception familiale. "Le désir d'enfant n'est pris en charge par la société que pour les familles conformes au modèle traditionnel de la famille, composées d'un père et d'une mère. Il est temps de s'affranchir de cette définition naturaliste", écrivait-elle dans une tribune en 2011. (...)

Conseillère auprès de la ministre jusqu'en avril 2013, la militante Caroline De Haas, fondatrice de l'association Osez les féminisme ! est elle aussi dans le collimateur. (...) "Ce n'était pas Caroline De Haas qui était sous la tutelle de Najat, c'était le contraire", glisse un député de gauche. (...)

Au cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, s'active aussi Gilles Bon-Maury, ex-président du courant Homosexualité et Socialisme (HES) qui "propose de fonder le droit de la famille sur l'engagement parental et non plus sur des faits biologiques". (...) Chargé par Martine Aubry de plancher sur les "nouvelles familles" (...), ce militant des droits homos avait contribué à faire du mariage gay et de l'autorisation de la PMA pour les couples lesbiens une des revendications de la plate-forme socialiste de 2012.

Ministre de la Famille, Dominique Bertinotti, ancienne directrice de cabinet de Ségolène Royal et ex-maire du 4^e arrondissement, quartier gay de la capitale, est, elle aussi, une militante convaincue de la PMA pour les couples lesbiens. (...)

Le député Sergio Coronado (...), cet ancien assistant parlementaire de Noël Mamère oeuvrait déjà en coulisses pour monter le premier mariage gay, à Bègles, en 2004. Il mène la bataille pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes (...)

Chez les socialistes, les militants historiques n'entendent pas non plus baisser les bras. Dans une tribune au Monde, le député Bernard Roman, à l'avant-garde de ces combats, vient d'annoncer qu'il serait "partie prenante à toute initiative" visant à ouvrir la PMA aux couples d'homosexuelles. »²⁹

Il faut être Marie-Jo Bonnet, co-fondatrice du MLF, du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), et des Gouines rouges - bref, présenter tous les titres de légitimité rebelle, pour oser dénoncer cette version rose d'une splendide escroquerie politique.

« Revendiquer le mariage (NDR : homosexuel) en pleine crise économique, alors que les inégalités sociales ne cessent d'augmenter, a vraiment quelque chose d'indécent. La transformation de nos sociétés libérales ne serait-elle pas plus nécessaire ? (...) Le mariage gay est porté par les gays qui ont remporté la victoire... Comme s'en félicitera Didier Eribon en disant : "Nous l'avons imposé à la gauche." (...)

La pression communautariste est telle que même les lesbiennes qui sont contre le mariage vont manifester. La peur soude tout le monde face aux adversaires présumés homophobes de l'égalité dont la violence même justifie le désir d'entrer dans la norme hétérosexuelle. (...)

Que s'est-il passé pour que le mouvement homosexuel ait perdu à ce point la mémoire des engagements de ses aînés ? Pourquoi se réfugie-t-il dans le mariage, la famille, la procréation médicalement assistée, et, dernier avatar des "progrès scientifiques", le recours aux mères porteuses pour les gays, en attendant l'utérus artificiel qui pourrait remettre en question la place des femmes dans la société à travers l'appropriation de leur puissance procréatrice ? (...)

C'est en s'organisant pour lutter contre l'épidémie de sida que les gays vont conquérir un nouveau pouvoir dans la société. Petit à petit, ils acquièrent une visibilité, une présence dans les médias, une force communautaire qui s'appuie à la fois sur une combativité à toute épreuve et un pouvoir d'achat sans équivalent avec celui des lesbiennes et des femmes en général. Tandis que celles-ci subissent toujours les discriminations de salaires, de statut social et de représentation politique, les entreprises gay sont en plein

²⁹ Le Nouvel Observateur n°2571, 13 février 2014

développement, bénéficiant d'un nouveau consumérisme gay. Le temps de la lutte anticapitaliste est dépassé. Nous entrons dans le libéralisme mondialisé. (...)

Tout cela explique pourquoi les projets du Pacs et du mariage seront portés par des militants homosexuels déterminés, comprenant des élus politiques comme Jean-Pierre Michel, Noël Mamère et les Verts, des juristes comme Caroline Mécary et Daniel Borillo, des militants des associations Aides, Act Up, du Centre gay et lesbien, des journalistes comme Caroline Fourest et Didier Eribon, des universitaires comme Eric Fassin, sans oublier le groupe Homosexualité et socialisme, qui effectue un lobbying très efficace auprès des dirigeants du Parti socialiste. (...)

La gauche aurait peut-être moins prêté l'oreille au mariage pour tous si les Marches des Fiertés gay et lesbiennes n'attiraient chaque année autant de participants. (...) Ce succès (...) témoigne à la fois de la visibilité des gays, de leur pouvoir, mais aussi de leur détermination à s'intégrer dans la Cité en manipulant le côté festif, exhibitionnisme et transgressif de l'homosexualité masculine. (...)

Comment résister à ce mouvement si neuf comparé aux manifestations de gauche, dont les bénéficiaires électoraux ne sont pas négligeables ? "Pour l'égalité, en 2011 je marche, en 2012 je vote", proclamait la banderole de tête de la Marche. Avec son pouvoir économique, sa capacité d'investir les médias pour défendre ses idées et son allure progressiste en rupture avec les modèles naturels issus des religions, il représente un groupe de pression nouveau soufflant au rythme du libéralisme et de la mondialisation. (...)

Ce n'est pas normal qu'un petit groupe politiquement bien organisé, sachant manier le terrorisme de l'homophobie, impose à tous ses désirs et ses objectifs. La logique juridique des années 1990 a débouché sur une logique libérale qui piétine les principes humanistes au point de ne plus reculer devant la perspective de louer des ventres de femmes pour "fabriquer" un enfant. Allons-nous l'accepter ? Allons-nous devenir les complices d'un petit nombre qui, sous prétexte d'égalité, fait le jeu d'un néolibéralisme puissant, porté par le dieu argent et qui n'en finit pas de déstructurer les vies, les consciences, l'économie, le lien social et l'avenir de la planète ? S'il en est ainsi, alors vraiment, je peux dire adieu les rebelles ! »³⁰

On ne fera pas ici l'enquête décennale sur le pouvoir intellectuel en France, mais « la politique des minorités » s'est révélée un marche-pied idéal pour ces dynamiques entrepreneurs, désireux de s'en emparer. Même s'ils ne l'étaient pas en 1997, ils sont aujourd'hui la gauche. Ils sont même la gauche officielle. Ce qu'il en reste. L'apologie de l'entreprise et de l'innovation technologique ne suffisant pas à fournir le supplément d'âme propre à faire marcher le piéton de gauche, ils se sont glissés dans le vide cérébral des organisations progressistes pour le farcir de leur propre pensée et théorie, dont ils imprègnent peu à peu le personnel de cette nouvelle « Nouvelle gauche » - cadres et militants, quand leurs disciples ne l'infiltrèrent pas. L'exemple récent d'Emmanuelle Cosse, compagne de Denis Baupin, député Vert de Paris, passée de la présidence d'Act-up à la direction d'Europe-Ecologie-Les-Verts, saute à l'esprit. En somme, les militants d'une « association de lutte contre le sida », « à forte identité collective "homosexuel séropositif" » ont réussi, après vingt ans d'efforts, d'aventures, de ricochets variés, à vendre leur agenda et leur logiciel à l'ensemble de la gauche, des squats aux ministères. Chapeau les artistes. On n'a ni le temps, ni le goût d'éplucher les réseaux d'influence de la social-technocratie, mais le fameux rapport des stratèges de Terra Nova, le think tank du PS, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 »³¹ est une traduction quasi littérale de « la politique des minorités ». Financée par des entreprises « citoyennes » telles que Areva, Air France, Microsoft ou la SNCF³² - tiens, il manque Pierre Bergé, la fondation Terra Nova affiche un cynisme aussi franc qu'époustouflant. De même que l'économie n'est pas faite pour les hommes, mais les hommes pour l'économie, ce texte rappelle que la politique - la politique des grosses machines électorales, n'existe pas non plus pour les électeurs, mais bien au contraire, les électeurs pour les machines électorales. Florilège :

« Quelle stratégie la gauche doit-elle adopter pour faire le plein de son nouvel électorat naturel ? Elle doit opter pour une stratégie des valeurs. L'électorat "France de demain" les partage. Il y a des marges de manœuvre. »

« La coalition historique de la gauche, centrée sur la classe ouvrière est en déclin. Une nouvelle coalition émerge : la "France de demain", plus jeune, plus diverse, plus féminisée, plus diplômée, urbaine et moins catholique. Un électorat progressiste au plan culturel. Une population "d'outsiders" au plan socio-

³⁰ Adieu les rebelles ! Marie-Josèphe Bonnet (Flammarion, 2014)

³¹ En ligne sur www.piecesetmaindieuvre.com

³² *Le Monde*, 20 juillet 2012

économique, variable d'ajustement face à la crise d'une société qui a décidé de sacrifier les nouveaux entrants pour protéger les "insiders", et qui a besoin de la puissance publique pour briser le plafond de verre. Il constitue le nouvel électorat "naturel" de la gauche. »

« À l'origine du divorce : un changement de valeurs

À partir de la fin des années 1970, la rupture va se faire sur le facteur culturel. Mai 68 a entraîné la gauche politique vers le libéralisme culturel : liberté sexuelle, contraception et avortement, remise en cause de la famille traditionnelle... Ce mouvement sur les questions de société se renforce avec le temps pour s'incarner aujourd'hui dans la tolérance, l'ouverture aux différences, une attitude favorable aux immigrés, à l'islam, à l'homosexualité, la solidarité avec les plus démunis. (...) Malgré cette discordance sur les valeurs culturelles, la classe ouvrière continue au départ de voter pour la gauche, qui la représente sur les valeurs socioéconomiques. Mais l'exercice du pouvoir, à partir de 1981, oblige la gauche à un réalisme qui déçoit les attentes du monde ouvrier. »

Pour être encore plus clair, le rapport étudie :

« - Les limites de la nouvelle gauche électorale

- L'identité de la nouvelle gauche : la France de demain

- Un problème central : la nouvelle gauche, un électorat minoritaire

- La stratégie centrale "France de demain" : une stratégie des valeurs

- La stratégie complémentaire "classes moyennes"

- La stratégie complémentaire "classes populaires". »

C'est que voyez-vous, *les producteurs* (Rocard), la *Nouvelle classe ouvrière* (Mallet), la *classe créative* - bref la technocratie - du sommet des administrations et des entreprises jusqu'aux ingénieurs, techniciens et cadres de base, n'est pas assez nombreuse pour fournir à elle seule, la majorité électorale dont *la Nouvelle gauche* a besoin dans le cadre des institutions. À terme, on changera les institutions, ou le peuple. On s'en débarrassera. En attendant, il faut le diviser pour régner, en passant des alliances. C'est là que *la stratégie des valeurs et la politique des minorités* déploient toute leur utilité. *« Il y a des marges de manœuvre. »*

Contrairement au discours de *Terra Nova*, la classe ouvrière et les couches associées n'ont pas rompu avec la gauche sur la question des *valeurs culturelles*, des changements de *modes de vie* consécutifs à Mai 68, mais sur *les thèmes économiques propres à la gauche*, suivant MM. Frank, Halimi et Birnbaum (*« salaires, protection sociale... »*). Les ouvriers baisent autant et plus que les *bobos*. Les ouvrières n'ont jamais craché sur la pilule. Elles n'ont pas attendu la loi Veil pour avorter – et dans les pires conditions. Les jeunes prolos et les loulous d'après 68 étaient aussi *drug, sex and rock n'roll* que les jeunes bourgeois des facs et des lycées. On s'est toujours vanné à coups de gros mots, de grosses blagues et de gros clichés entre mecs d'origine différente, ça n'a jamais empêché de bosser et de jouer au foot ensemble – ça faisait même partie du plaisir, de la rivalité et de la compétition. On a toujours rigolé des pédés entre *« virilistes »*, mais au fond *« ça me regarde pas, chacun fait ce qu'il veut avec son cul, hein ! »*. C'était une évidence que des copains de vestiaire étaient musulmans, que *« chez eux, la religion, c'est très important »*, et que même ça leur imposait des règles spéciales dont on les plaignait et les blaguait - toujours en finesse - mais bon, *« Tant que ça reste privé et qu'ils emmerdent pas le monde avec. »*

La prétendue *rupture culturelle sur les valeurs*, entre la classe ouvrière (blanche, mâle, *hétéronormée*, etc.), et la - prétendue ? - gauche, *sociétale*, tolérante, ouverte aux différences et à la *diversité*, est une construction révisionniste. Qui veut noyer son chien, etc. Cette construction vise à couvrir et à justifier la sécession techno-bourgeoise, l'abandon du peuple à la fin des Trente glorieuses, au début de la Crise perpétuelle, quand la réduction du gâteau économique aiguise les appétits et que l'accélération technologique *« révolutionne constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux »*.

Il y avait dans ces rapports sociaux un fond de violence entre hommes et femmes, Français et étrangers, *« normaux »* et *« différents »*. Une violence qui n'était pas seulement physique, mais symbolique, psychologique, etc., et qui ne s'exerçait pas à sens unique. Aussi répandue et accablante que fût cette violence et les dominations qu'elle manifestait et maintenait, celles-ci ne constituaient pas l'essentiel des rapports sociaux.

Ce qui comptait d'abord pour le peuple et la classe ouvrière dans toutes leurs *diversités*, c'était *« ce quelque chose d'aussi complexe et dégoûtant que l'économie »*. C'était avant que *la Nouvelle gauche*, la social-technocratie, post-industrielle, post-moderne, post-coloniale, etc. n'ait *« ce coup de génie (...) de substituer la "guerre culturelle" à la lutte de classes. Les valeurs d'abord ! »* (Birnbaum)

En désignant et nommant des minorités et des majorités, en mettant sans relâche en accusation les secondes au profit (douteux) des premières, sans cesse enfermées dans une identité victimaire, la « *politique des minorités* » a concentré l'attention sur les conflits qu'elle déchaînait au détriment de ceux qu'elle enfouissait. Les colonialistes n'ont pas fait autre chose pour régner au Rwanda sur les Hutus et les Tutsis. La fiction de « *la politique des minorités* » vise la création d'une alliance face à l'ennemi désigné, le mâle, blanc, hétérosexuel, avec lequel tout le monde a un compte à régler (et d'abord lui-même), mais tout le monde a des comptes à régler avec tout le monde (ethnies, genres, sexes, religions, fumeurs/ non-fumeurs). D'où *l'intersectionnalisme* qui permet à nos experts « *post* » de se poser en arbitres des subtilités casuistiques, en directeurs de conscience et commissaires aux bonnes mœurs. Dire que *la moitié du ciel* - et plus de la moitié de l'espèce humaine - forme une minorité, sous prétexte du statut *mineur* des femmes dans la plupart des sociétés, est une escroquerie sémantique. Autant dire que les Algériens en 1954 - 9 habitants sur 10 du pays - étaient *minoritaires* dans leur pays, sous prétexte de leur statut *inférieur* face à la *minorité* européenne. Idem entre Africains et Européens en Afrique du sud. Mais les manipulateurs en sciences sociales et humaines qui ont devisé cette *stratégie des valeurs* et cette *politique des minorités* - reprise perverse des politiques d'*apartheid*, de « *développement séparé* », de ségrégation, américaine et sud-africaine - n'en sont pas à une falsification près pour instrumentaliser leurs alliés comme boucliers humains de la seule cause qui leur importe : celle qui a traversé l'incendie du sida dans les années 80, et dont ils sont issus. Comment objecter sans essuyer l'accusation d'homophobie, aussi infâmante, aussi pétrifiante aujourd'hui que celle de judéophobie (et pour des raisons voisines). Le monde doit quelque chose, doit réparation aux rescapés des crimes et des fléaux, et même au-delà, parce que l'horreur subie est irréparable. Leur parole est sacrée, ils sont les irrécusables témoins de la vérité, c'est-à-dire des *martyrs* au sens originel du terme. Parole sacrée donc violente, dont la sacralité s'étend pour un temps plus ou moins long à ses porteurs. *Ils ont des droits sur nous. On leur doit bien ça.* Après ce qu'ils ont vécu, il faudrait avoir le cœur bien dur pour refuser aux couples de même sexe, le droit à la Procréation médicalement assistée et à la Gestation pour autrui. Chantage et *reductio ad Hitlerum*. Il a fallu des décennies avant d'avoir le droit de critiquer l'Etat d'Israël et la politique sioniste sans être *ipso facto* renvoyé au nazisme et à l'antisémitisme. Combien d'années faudra-t-il avant de pouvoir critiquer ce qui aux Etats-Unis se nomme le *lobby gay*, sans être réduit à ce même nazisme et à l'homophobie.

Au fond, dans cet ensemble flou et pâteux qu'on nomme les *baby boomers* et la *Génération* (celle des années 68), les *gays* sont les seuls à avoir connu l'expérience de la mort en masse, telle que l'avaient éprouvée *Ceux de quatorze* (Genevois), et à l'avoir affrontée avec héroïsme. Notamment à travers *Aides*, l'association fondée dès 1984 par Daniel Deffert, ancien mao et compagnon de Foucault, et Act-up, cinq ans plus tard. Mais on n'alignera pas ici les poncifs sur la *virtu*, la virilité, l'homosexualité guerrière de l'Antiquité à nos jours ; du *Bataillon sacré* de Thèbes aux S.A de Roehm. Il convient en revanche de relever où mène « *la politique des minorités* », des « *intellectuels spécifiques* », des *experts*, disciples de Foucault, par opposition aux « *intellectuels généralistes* » d'antan - type Sartre et l'existentialisme - dont l'ambition, appuyée sur une théorie d'ensemble, un système, un *grand récit*, visait la transformation du monde. Les « *intellectuels spécifiques* », attachés au concret, à la « *micropolitique* », identifient des catégories dont ils se prévalent, et dont ils prennent la défense matérielle et morale, dans le cadre du capitalisme existant. C'est le syndicalisme de ceux qui n'avaient pas de syndicat ; détenus, sans-papiers, immigrés, prostitués, avec les sections et sous-sections propres au syndicalisme, suivant un processus de scissiparité à l'infini : Lesbiennes, *Gays*, Transexuels, Bisexuels, etc. Il ne s'agit pas de renverser l'ordre économique, ni même de le réformer, mais d'y prendre les meilleures places possibles.

« *Vacarme occupe une drôle de position au sein de la gauche de gauche : nous avons beau en faire évidemment partie, nous ne nous sommes jamais reconnus dans le discours de l'anti-libéralisme, qui ne décrit souvent ni les expériences politiques dont nous procédons, ni certains de nos affects. Nous avons consacré il y a plusieurs années un dossier qui proposait une critique de la critique anti-libérale, en montrant notamment comment les luttes minoritaires auxquelles nous participions, ou dont nous nous sentions proches, pouvaient prendre appui sur le libéralisme pour lui résister. Je pense notamment à la bataille des malades du sida contre les brevets pharmaceutiques, mais aussi aux stratégies mises en œuvre dans les luttes de certains peuples autochtones, auxquelles nous avons récemment consacré un « chantier ». De ce point de vue, nous sommes souvent beaucoup plus loin qu'on ne le pense souvent de ce qui se travaille à Attac par exemple, ou de ce qui s'écrit dans les colonnes du Monde Diplo. » (Philippe Mangeot³³)*

³³ Entretien « *Politique des minorités, politique du style* », automne 2007

« Nous voulons faire une politique à hauteur d'homme, confie Zaoui. Nous refusons la position de surplomb qui consiste à donner des leçons, à distribuer les bons et les mauvais points. Voilà pourquoi nous sommes dans un rapport d'opposition avec des intellectuels comme Alain Badiou ou Jacques Rancière : tous deux sont pris dans une primauté du politique qui leur permet de se désintéresser de la politique réelle. Nous, notre objectif est de prêter attention aux paroles minoritaires. »³⁴

Sans doute, mais du point de vue d'un sans-diplôme, on ne voit là qu'une querelle de générations entre archéo-marxistes et post-modernes de Normale Sup, pour la primauté intellectuelle et les bénéfices afférents. On ne peut s'opposer sans se poser différemment, d'où la recherche de cette « petite différence », du « créneau » pour s'imposer sur le marché des idées, vendre des livres, devenir célèbre, *successfull* et *glamour*, sans que du point de vue pratique, il n'y ait de différence entre les concurrents. Les normaliens Pierre Zaoui et Philippe Mangeot tiennent des séminaires, participent à des colloques, publient des livres et des revues, tout comme les normaliens Alain Badiou et Jacques Rancière. Tout comme s'opposaient jadis les normaliens « marxistes et prolétariens », estampillés par leur appartenance au Parti communiste ou à un groupe M-L, et les normaliens *tala* (catholiques), structuralistes, etc., sans la moindre conséquence dans leur « politique réelle », sinon l'intensité de leurs haines réciproques. Et ce que Zaoui fait à Rancière, celui-ci l'avait fait à son maître Althusser, déjà au nom de la *pratique*, de la « politique réelle » et de la culture populaire, de la critique de la domination intellectuelle et théoricienne (« l'avant-garde »), sur la pratique ouvrière et populaire. Voyez « *La leçon d'Althusser* ». Et Althusser, lui-même... mais on ne va pas remonter la généalogie des querelles de doctes et de *sçavants*, jusqu'à la fondation de la Sorbonne.

Non seulement le syndicalisme de *minorités*, comme corporatisme, peut aboutir à de fâcheuses contradictions intestines, mais il vous amène parfois de *strange bedfellows*. Le brasseur d'affaires, Pierre Bergé, est un militant de la cause homosexuelle et LGTB. Jean-Jacques Augier, brasseur d'affaires et trésorier de la campagne présidentielle de François Hollande, est un militant de la cause homosexuelle et LGTB ; Il a racheté le magazine *Têtu* à Pierre Bergé et fondé la collection « *Le Rayon gay* », chez Balland, « avec son ami Guillaume Dustan – énarque lui aussi. »³⁵ Le brasseur d'affaires Philippe Villin, ancien directeur du *Figaro*, « *éminence grise des grands patrons* », est « *membre de cette communauté, et je suis pour la PMA et la GPA.* » (France Inter) Entendu et transmis aux filles du Nord qui pourront toujours se faire quatre sous en portant l'enfant d'un riche bourgeois *gay*, voire de gauche et socialiste. Comme le dit bien Pascal Lamy, lui-même socialiste (tendance Jacques Delors), ancien directeur de L'Organisation mondiale du commerce, « *à ce niveau de chômage, il faut aller vers davantage de flexibilité, et vers des boulots qui ne sont pas forcément payés au Smic (...). Un petit boulot, c'est mieux que pas de boulot* »³⁶. On pourrait, sans surprise ni scandale, multiplier les exemples. Dans un pays où, selon les stratégies électorales, les homosexuels sont plus nombreux que les catholiques pratiquants - compte non tenu des doubles appartenances - l'étonnant serait plutôt de ne pas en rencontrer chez les prédateurs. Et en effet, on voit que *la politique des minorités* « *occupe une drôle de position au sein de la gauche de gauche* ». Ce qui nous ramène au dilemme habituel. Soit la gauche n'est pas de gauche - y compris la gauche de gauche. C'est la position *critique* rabâchée depuis des années, sinon des décennies, dans le vain espoir de ramener la gauche à gauche ou de la supplanter. Après tout, si l'on voit une vache dans un cirque, déguisée en licorne, nul n'y croit. Soit elle est bien de gauche, et dans ce cas, il faut la juger sur ses actes, non sur ses discours, et convenir *qu'elle n'est pas* le parti du peuple, de feu la classe ouvrière, des *gens de peu* ni de *la France d'en bas*. Mais un autre parti de la bourgeoisie dominante, et notamment de son avant-garde technocratique. N'importe quel directeur des ressources humaines peut vous le confirmer : la technocratie n'est ni sexiste, ni raciste, ni xénophobe, ni homophobe – au contraire. La *diversité* est un atout considérable pour les entreprises et il n'est pas de « *plafond de verre* » qui ne se fissure et ne se fracasse à la longue pour assurer la promotion des *minorités*. Seul le peuple, les ouvriers qui furent la majorité, mais ne le sont plus, ne jouiront d'aucune promotion. Ils n'ont plus non plus de parti, pas plus le Front national (qui prétend défendre la Nation), que le Front de gauche (qui défend la gauche). Des classes qui n'ont plus d'autre objectif que de négocier, quémander leur extinction en douceur au profit des machines, des robots et d'Internet ne peuvent pas susciter de parti authentique, tout au plus de mauvais substituts. Elles votent mal.

³⁴ *Le Monde*, 29 octobre 2010

³⁵ *Le Monde*, 5 avril 2013

³⁶ *Le Monde*, 6/7 avril 2014

Cependant, si la domination de la majorité est contestable - et contestée, celle de la minorité l'est à plus forte raison. La domination d'une alliance de minorités qui formeraient une majorité, deviendrait du coup non moins contestable. D'autant plus si au sein de cette alliance, une minorité se révèle en fait plus égale que les autres, et les manipule à son avantage. Une minorité cultivée, dotée d'un fort capital social et symbolique, voire financier, et d'agents dans tous les lieux de pouvoir. Cette minorité d'avant-garde dont parle Marx, « *des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.* » (*Le Manifeste du Parti communiste*)

Et nantis de cette intelligence théorique, ils n'ont jamais cessé d'utiliser les simples et leurs détreffes pour orienter à leur profit l'ensemble du mouvement historique. Ne faites jamais confiance aux idéologues bourgeois – surtout les normaliens supérieurs.

Dès la fin des Trente Glorieuses et le début de la Crise, le parti des minorités et celui des majorités ont fait en sorte d'enfouir la seule chose qui intéressait le peuple, l'économie (le chômage, les salaires, la protection sociale...), pour y substituer la seule chose qui les intéressait, *les guerres culturelles, les valeurs*. C'est qu'ils ne voulaient, ni ne pouvaient plus rien pour le peuple. « *On a tout essayé* » (Mitterrand). « *L'Etat ne peut pas tout* » (Jospin). Il est aujourd'hui banal de dire que la gauche a utilisé le *sociétal* comme leurre, en lieu et place du *social*, pour embrouiller sa base électorale et militante. Devant « *la crise de la démocratie* », l'abstention massive, croissante, bientôt majoritaire, le vote pour le Front national et pour « *le populisme* », les plus ardents partisans des *minorités* s'essayent à « parler peuple ». Eric Fassin, l'un des porte-parole les plus prolixes de la gauche sociétale, s'inquiète de ce cri entendu dans la « Manif pour tous » : « *On veut du boulot, pas du mariage homo !* ». Du haut de sa tribune de *Libération*, il accuse François Hollande d'être le « *liquidateur de la social-démocratie* », de ne pas « *promouvoir les acteurs (...) syndicats, associations, mouvements sociaux, et même les partis politiques (...) disposés à rivaliser d'intransigeance avec les investisseurs.* »³⁷ Mais cette *promotion des acteurs* pourrait-elle encore calmer la colère d'un public désabusé ? On rit d'entendre Didier Eribon, notable *queer* et universitaire, inspirateur du premier mariage homo, à Bègles en 2004, accuser les « *politiques* » de délaisser les petites gens, au micro de *La Grande Table* (France Culture), un midi d'avril 2014. Non moins cocasses, dans *Le Monde* du 12 avril 2014, les tortueux calculs électoraux de Sergio Coronado et Noël Mamère, députés écologistes.

« *Les écologistes doivent tendre la main aux déçus du hollandisme. Faire fructifier la victoire de Grenoble, loin de l'image d'un parti de "bobos". (...) Ce qui s'est passé à Grenoble et dans d'autres grandes villes de France, où des listes autonomes écologistes ont obtenu 12 % en moyenne, montre que les germes d'une gauche sociale et écologiste existent bel et bien dans le pays. Faire vivre "l'esprit de Grenoble" doit être au cœur de notre stratégie pour les trois ans à venir. (...) Les écologistes ont trop souvent été à la remorque d'un électorat des centres-villes urbains, au capital culturel élevé, sans prendre en compte les besoins des classes populaires. (...) Là encore, l'esprit de Grenoble est précieux. L'innovation, l'expérimentation sociale, le mélange d'ouverture et de radicalité sont la meilleure réponse au sentiment d'impuissance qui pèse sur nos consciences.* »

Est-ce bien le même Mamère qui se vantait, voici peu, d'avoir été, avec les Verts, « *les pionniers du mariage pour tous* »³⁸, ou bien y-a-t-il usurpation d'identité ? S'agit-il du même Coronado, qui « *œuvrait déjà en coulisses pour monter le premier mariage gay, à Bègles, en 2004* » et qui « *mène la bataille pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes (...) Sur ces questions-là, la gauche n'avance qu'à reculons depuis une vingtaine d'années. C'était déjà le cas au moment du Pacs. On ne réforme pas à la papa. Le champ social n'est pas un long fleuve tranquille.* »³⁹ Et cet Eribon va-t-il, pour de bon, retourner à Reims et s'établir ouvrier caviste, ou continuera-t-il à jaboter entre l'université d'Amiens et celle de Berkeley, entre France Culture et *Le Nouvel Observateur* ?

Esprit de Grenoble, es-tu là ?... La technocratie verte ne changera ni *l'image*, ni la réalité d'un parti dont la victoire locale est d'abord celle d'une *classe à forts revenus*, qui a chassé le peuple et les ouvriers de la ville, pour en faire la technopole modèle de *l'innovation* et de la fuite en avant technologique. Mais cette sollicitude dont témoignent soudain ses porte-parole à la suite de ressacs électoraux est superflue : elle sera d'ailleurs éphémère. Propos d'ivrognes, sans lendemain. Quelques mois, quelques livres, quelques

³⁷ *Libération*, 6 mai 2013

³⁸ *Libération*, 29 janvier 2013

³⁹ *Le Nouvel Observateur* n° 2571, 13 février 2014

élections. N'ayez crainte progressistes éclairés, *la roue de l'Histoire* ne tourne que dans votre sens ; les ouvriers, les paysans, les boutiquiers, les artisans et tous ceux qu'elle écrase sur son passage, ne reviendront pas plus que les ours du Vercors et les chasseurs-cueilleurs des bords de Paladru.

III François Hollande ou le *Libéralisme avancé*

Il va de soi qu'un homme dont les quatre enfants sont nés « hors des liens du mariage », n'a pour celui-ci qu'une médiocre considération. Dédain que nous partageons avec tous les amis de Brassens, le chantre de « *la non-demande en mariage* ». Il est aussi clair que pour un politicien médiocre, jeter ce « *mariage pour tous* », en hochet de « *l'émancipation* » au « *peuple de gauche* », ne coûte rien financièrement et gagne du temps politiquement, en attendant que son action véritable, économique et sociale, se déploie, se dévoile, avec ses effets irréversibles, et forcément bénéfiques. Que fait Hollande dans « *ce quelque chose d'aussi complexe et dégoûtant que l'économie* », qu'il doive le couvrir de feux d'artifices *sociétaux* ? En mai 2012, il hérite des 9 milliards restant sur les 34 milliards du « *Grand emprunt* » de Nicolas Sarkozy, déjà destinés à *l'innovation*, la croissance et l'emploi.⁴⁰ Louis Gallois, ancien directeur de cabinet de Chevènement au ministère de la recherche (1982-1986), ancien dirigeant d'EADS, est nommé commissaire général à l'investissement. Un an plus tard, son rapport sur *la compétitivité* propose de tailler 30 milliards dans les dépenses publiques pour alléger les charges des entreprises. Cependant le ministre Arnaud Montebourg s'affaire au « *redressement productif* » et met sur pied avec Pierre Moscovici, la Banque publique d'investissement (BPI), confiée à Ségolène Royal. « *François Hollande et Arnaud Montebourg présentent 34 plans pour réindustrialiser la France. Financés sur le grand emprunt, ils associent l'Etat et les entreprises autour de grands projets.* »⁴¹ Que ces 34 plans suivent toutes les lignes de fuite technologique susceptibles de hâter le saccage de l'environnement et l'avènement du monde machine, c'est une banalité de base. Qu'ils prétendent « *créer ou sauver 480 000 emplois en 10 ans* », grâce au développement de la nanoélectronique, de l'e-éducation, de la robotique, des usines du futur, et d'activités qui favorisent *au contraire* les gains de productivité et les réductions de main d'œuvre, c'est l'énigme qui n'est pas creusée.⁴² Quels seront les emplois créés ? Et ceux détruits ? En janvier 2014, « *le pacte de responsabilité* » s'ingénie derechef à « *baisser les coûts du travail pour les entreprises* » et à tailler dans les dépenses publiques – les bonnes œuvres. « *Je jouerai le jeu* », nous annonce Jean-Paul Agon, PDG de L'Oréal.⁴³ « *Je joue le jeu* », nous annonce Pierre Gattaz, le président du Medef.⁴⁴ « *L'idée que la gauche c'est dépenser, est dépassée* », nous déclare Pierre Moscovici, ministre de l'économie.⁴⁵

Les journalistes raillent ce président qui prétendait détester les riches et qui, depuis son élection, multiplie les « *plans* », les « *pactes* », les « *chocs* » en leur faveur, et fraye avec les Peugeot et les Pinaults.⁴⁶ Mais ils n'étonnent personne.

Le temps n'est plus depuis des décennies, où l'on devait sommer le Parti socialiste de « *faire son Bad Godesberg* », son *coming out* social-démocrate, à l'exemple du SPD allemand qui lors de son congrès de 1959 avait abjuré le marxisme pour embrasser l'économie de marché. Nul n'imagine que les socialistes soient ennemis des riches, des entreprises, de l'argent, du marché – au contraire. Trop de membres de la direction et du personnel socialistes viennent des affaires, sont dans les affaires ou rejoignent les affaires, des start-up et PME aux grandes entreprises du public, du privé et de *l'économie mixte* pour qu'on puisse leur faire ce reproche, ni même en esquisser un *Who's who* ? Leur nom est légion. Au mieux, on attend d'eux ce qu'ils promettent : une meilleure gestion des affaires, dans l'espoir que des miettes de profits permettront de financer les bonnes œuvres. C'est tout ce dont les supplient leurs *partenaires de la gauche de gauche*, voire « *100 % à gauche* » qui disputent, sans espoir, la gestion du désespoir au Front national et

⁴⁰ *Le Monde*, 23/05/2012

⁴¹ *Le Monde*, 13/09/2013

⁴² Cf. « *La Nouvelle France industrielle* » : quand l'Etat organise la « *planète intelligente* », Pièces et main d'œuvre, 14/09/13, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁴³ *Le Monde*, 17 janvier 2014

⁴⁴ *Les Echos*, 27 janvier 2014

⁴⁵ *Le Monde*, 18 janvier 2014

⁴⁶ Cf. *Le Canard Enchaîné*, 19/02/2014

à l'abstentionnisme. Pas de miettes, juste *des valeurs*. *S'ils ne sont pas contents, qu'ils fassent des petits boulots*. La sécession de la plèbe, son retrait sur l'Aventin, n'aurait plus d'effets. Ce n'est plus elle qui nourrit les patriciens, mais l'inverse. Dans une *économie de la connaissance*, c'est la tête qui nourrit les membres.

Plus la peine de sommer cette social-démocratie, « *d'oser paraître ce qu'elle est* », comme l'exigeait Bernstein en 1899, déjà choqué du conflit entre la théorie et la pratique. La mise à nu devance désormais les injonctions, selon un *strip-tease* accéléré. Et manque de chance pour les finauds de *la gauche de gauche* qui prétendent toujours contraindre le PS à faire du *social* par leurs mises en demeure de cohérence, ce sont les principes qui s'alignent sur la pratique, et non l'inverse. Les *tabous* tombent en grêle, au rythme de l'accélération technologique et de la circulation électronique du capital. Aussi papelard que François Hollande, *Le Monde* consacre une page à « *la synthèse sociale-libérale* » :

« *La filiation inavouable.*

Ce social-libéralisme, reste toutefois à en préciser les contours. Comme le souligne M. Bouvet, "la question est de savoir si la dérive libérale que l'on observe chez Hollande dans le champ économique vaut également au plan culturel". (...) Sur les questions de société, le président avance en effet avec prudence : favorable au mariage gay, il a refusé jusqu'ici de promouvoir la procréation médicalement assistée ; quant au droit de vote des étrangers, rien n'indique qu'il entrera en vigueur. (...) Cette inspiration social-libérale, il est toutefois fort peu probable que le chef de l'Etat en vienne à la revendiquer. D'abord parce que les socialistes français considèrent volontiers le libéralisme comme "une idéologie ennemie", note M. Grunberg. Ensuite parce que le PS, à l'époque du social-libéralisme européen triomphant des années 1990 et au début des années 2000, a vivement combattu celui-ci. Or François Hollande est l'héritier de cette histoire. (...) On l'imagine mal, dès lors, revendiquer aujourd'hui pour lui-même une telle filiation. »⁴⁷

Manuel Valls a été nommé Premier ministre pour rompre les fausses ambiguïtés. Pour dire et faire tout haut ce que Hollande pensait et faisait tout bas. *Le Monde* résume ainsi son « *Enquête sur les idées de Manuel Valls* » : « *Contrairement à Jean-Marc Ayrault, le nouveau Premier ministre juge que le modèle social-démocrate est dépassé* »⁴⁸

« *Né en 1962, Manuel Valls appartient à une génération qui avait vingt ans au moment où le PS faisait à la fois l'apprentissage du pouvoir et le deuil de ses illusions. De 1988 à 1991, il travaille au cabinet de Michel Rocard, alors Premier ministre. (...)* » selon le politologue Gérard Grunberg, directeur de recherche émérite au CNRS, qui l'a côtoyé à Matignon, « *fondamentalement, Valls est un rocardien, c'est-à-dire un réaliste, un adepte du "parler vrai". Comme lui, c'est un antimarxiste. Comme lui, c'est un réformiste qui assume le fait de ne pas être dans l'orthodoxie au Parti socialiste. (...) À la différence de son prédécesseur à Matignon, Manuel Valls ne prétend donc pas sauver la social-démocratie. Il préfère en réalité la dépasser, en visant "l'autoréalisation de l'individu" par une redistribution des chances. "Permettre à chacun de devenir ce qu'il est relève de la catégorie fructueuse des utopies concrètes", écrit-il dans Pouvoir. Une façon d'affirmer que l'Etat, de nos jours, n'a plus les moyens de pratiquer la redistribution des richesses. (...) Ainsi Manuel Valls ne reproche pas aux gagnants de vouloir l'être encore plus. Au contraire, il estime que "la gauche a énormément à faire pour convaincre le monde de l'entreprise que sa politique n'est pas dirigée" contre lui. »*

Dépassant la social-démocratie en vue d'une meilleure gestion du capitalisme, Valls se présente en social-libéral, en homme de gauche opposé au *conservatisme* et à la droite sur *les questions de société*. « *... car sur des sujets comme la procréation médicalement assistée ou la gestation pour autrui, il a pris, dans le passé, des positions que l'on peut qualifier de libérales* », même s'il convient là-dessus de reculer pour mieux sauter en 2015, compte tenu de l'étrange phénomène que fut « *La Manif pour tous* ». Certes, il faut une certaine opposition aux « *réformes de société* » pour montrer qu'on est un gouvernement de gauche et qu'on agit, mais point trop n'en faut. Un phénomène non moins embarrassant pour nombre d'hommes d'Eglise et/ou de droite, soucieux de ne paraître ni *ringards* ni *réacs* sur *les valeurs*. On n'apprendra à personne que l'Eglise comme la droite sont truffées de *gays*, libéraux et progressistes, ayant à cœur de ne pas laisser à la gauche le monopole de la (post)modernité. C'est d'ailleurs à cette droite éclairée que l'on doit la loi Neuvirth sur l'autorisation de la pilule (1967), et la loi Veil sur celle de l'avortement (1975). Le Giscard de 1974 et le Valls de 2014 se rejoignent dans le même *Libéralisme avancé*. Celui-là même qui

⁴⁷ *Le Monde*, 9 janvier 2014

⁴⁸ *Le Monde*, 4 avril 2014

devait - et doit toujours - rassembler les centres sociologique, politique et idéologique de la société : deux Français sur trois. Le troisième, c'est le peuple, qui n'est plus grand chose et ne demande plus grand chose, ni dans l'ordre politique, ni dans l'ordre économique et social, après avoir été et avoir demandé presque tout. Qui veut saisir le cours du capitalisme à l'ère technologique de l'économie planétaire unifiée doit suivre la méthode de Marx :

« *Le physicien, pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée, et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche. J'étudie dans cet ouvrage le mode de production capitaliste et les rapports de production et d'échange qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories.* » (Préface de la première édition allemande du *Capital*, 1867)

IV

La Silicon Valley : lieu classique du capitalisme à l'ère technologique

Voilà pourquoi François Hollande s'est rendu en février 2014 dans la *Silicon Valley* qui est le lieu classique du mode de production actuel et des rapports de production et d'échange qui lui correspondent. Et c'est ce que devraient faire les buses de *Politis*, les bûches du *Monde diplomatique* et les souches de *la gauche de gauche*, des *hackers* aux *altermondialistes*, s'ils avaient le moindre sérieux. Mais alors, ils ne seraient plus des buses perchées sur des bûches, posées sur des souches – sans stigmatiser ni faire d'essentialisme.

Les autres auront noté, même à distance, quelques traces, signes, indices de ce mode de production qui produit d'abord son propre monde, avant de révolutionner l'ensemble des rapports sociaux dans le monde entier pour les *formater* à l'*American way of life*. Il n'est pas d'autre lieu pour déverser depuis un demi-siècle un tel flot de livres, articles, documents, films, émissions, et la puissance de rayonnement de ce *soft power* indique bien là le centre nerveux de la mondialisation économique, numérique et informatique.

Le présidenticule de notre filiale hexagonale ne se rendait pas à Canossa. Il n'allait pas chez « *les géants du Net* » (Google, Amazon, Facebook, Apple, etc.) se faire pardonner des tentatives déplacées de leur faire payer des impôts sur les montagnes de profits ici réalisés. François Hollande n'est pas si niais pour confondre *évasion* et *optimisation fiscale*. « *Et pour cause, puisque le but ultime du voyage est de corriger l'image d'une France terre des impôts et des rigidités sociales, que la presse anglo-saxonne adore caricaturer. Un très mauvais chiffre a renforcé l'Elysée dans sa conviction de tout faire pour éviter que prospère le "French bashing" ambiant. Selon la Cnuccd (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), les investissements étrangers en France se sont effondrés en 2013.* »⁴⁹

« *Non, le chef de l'Etat de mercredi était le "nouveau" François Hollande, celui qui assume plus que jamais une ligne sociale-démocrate, celui qui n'a plus désormais que les mots "pacte de responsabilité", "innovation", "simplification des règles", "écosystème favorable aux entreprises" à la bouche.* »

Photo. Les dirigeants des géants du Net, Eric Schmidt (Google), Tony Bates (Microsoft), Marc Benioff (Salesforce), Tony Fadell (Nest), Mitchell Baker (Mozilla) et Jack Dorsey (Twitter et Square), entourent François Hollande, mercredi 12 février, à San Francisco.

« *À défaut d'avoir dissipé les réticences des entrepreneurs américains vis-à-vis de l'Hexagone, le chef de l'Etat aura au moins réussi à amadouer, lors de son séjour aux Etats-Unis, les patrons français. Une image inattendue et un aveu déconcertant ont symbolisé cette bonne entente. L'image, c'est celle de François Hollande acceptant le "hug" (accolade) que lui a proposé Carlos Diaz, ce jeune entrepreneur qui avait été, en 2012, l'un des leaders du mouvement des pigeons contre la politique fiscale du gouvernement.*

L'aveu, c'est celui que Pierre Gattaz, le patron du Medef, a livré aux journalistes qui lui ont demandé de réagir au discours sur la peur du chef de l'Etat. "Nous n'avons peur de rien, pas peur de mettre nos meilleures entreprises dans la Silicon Valley, pas peur non plus d'attirer des talents ou des investisseurs

⁴⁹ *Libération*, 10 février 2014

étrangers dans notre pays", venait de déclarer M. Hollande. M. Gattaz était visiblement ravi : "C'est le discours du Medef". »⁵⁰

« L'Etat et les patrons enfin réconciliés, la France est-elle en train de devenir une "start-up République", comme le martèle le gouvernement ? Malgré toutes les rigidités françaises, "il se passe vraiment quelque chose à Paris, mais aussi à Toulouse, Lille et Nantes", assure Stéphane Distinguin, patron de l'agence faberNovel et de Cap Digital, le pôle de compétitivité du numérique en région parisienne.

"Quelque chose" : des étudiants qui se lancent en masse, des financements qui arrivent, une génération de start-up qui monte en puissance. Il était temps. Car, dans le même temps, des pans entiers de la vieille industrie disparaissent. (...) La nouvelle banque publique Bpifrance est ainsi devenue le premier financier des start-up, et son budget va encore augmenter. »⁵¹

« Grâce au crédit d'impôt recherche, les ingénieurs en France coûtent moitié moins cher que dans la Silicon Valley », explique Jérôme Lecat, un patron de start-up (Scality).⁵² Il est juste d'ajouter qu'ils coûtent encore moins cher à la Silicon Valley qui n'a rien payé pour leur formation, ni aux « entrepreneurs américains [qui] accueillent à bras ouverts cette main d'œuvre qualifiée, créative et...bon marché. (...) "Dans n'importe quelle boîte de n'importe quelle taille, il y a des Français", affirme le consul. Le numéro 3 de Salesforce est un Français, comme le patron de la branche logiciels d'Apple ou le directeur financier de Paypal. Chez Tesla, la voiture électrique qui fait sensation, deux Français sont membres du comité exécutif, dont le patron de la production. Google TV a été conçue par Vincent Dureau, un ingénieur paralysé qui voulait créer une chaîne destinée aux handicapés sur YouTube. Il y a même une quinzaine de Français chez Google X, le labo secret du moteur de recherche, que les anti-Silicon Valley soupçonnent de préparer le Big Brother de demain. "On a un avantage compétitif, dit le consul. Une main d'œuvre qualifiée, créative et pas chère." Ou, comme le dit un interlocuteur moins diplomate : "La France est à la Silicon Valley ce que le Maroc est à la France pour le textile."

San Francisco est une ville d'ingénieurs qui, sans cesse, a besoin de cerveaux. Le taux de croissance dans la baie atteint des scores chinois (...) "Ici, il y a une vraie reconnaissance des ingénieurs. Qui gère le monde aujourd'hui ? D'un côté la finance, de l'autre, les ingénieurs", lance Julien Barbier, 33 ans, qui a fondé l'association internationale des programmeurs français, While42. (...)

Florian Jourda, 32 ans, est un polytechnicien qui fait du chant, de la méditation et des murs lumineux qui empruntent autant à l'art qu'à l'ingénierie. Après l'X et un master à Berkeley, il a travaillé pour le cabinet Boston Consulting, à Paris. "Je me suis ennuyé. Tout le monde était toujours fatigué, pas créatif." Florian est revenu en Californie au moment de l'explosion du Web 2.0. Il aime son travail et la "métaréflexion" qu'il suscite. "De l'agriculture à la médecine, des millions d'emplois vont être remplacés par des programmeurs, prévoit-il. Ça va entraîner une nouvelle lutte des classes." »⁵³

Pour être précis, le ratio, selon Pierre Bellanger, est de quatre destructions d'emplois par Internet, pour une création.⁵⁴ On voit que non seulement la lutte de classes existe, mais que c'est la classe de Florian, la « creative class » des « techies », représentée par la gauche libérale du Parti démocrate aux Etats-Unis et le Parti socialiste en France, qui est en train de la gagner - ce qu'il reconnaît volontiers.

« "En France, je n'aurais fait aucune de ces œuvres, dit-il. Ici, je me suis vraiment libéré. Il n'y a pas cette division artiste ou pas artiste." (...) Le matin, Florian Jourda prend la navette pour la Silicon Valley, l'un des autocars de luxe qui provoquent le ressentiment des habitants de San Francisco. (...) L'ingénieur dit lui-même que son salaire est "énorme" et qu'il a doublé depuis son arrivée en 2006. (...) Les Français vantent l'ambiance de travail dans la Silicon Valley. "Les start-up, c'est l'inverse de l'esprit français, sourit Cécile Alduy, l'universitaire de Stanford. L'esprit de collaboration est indispensable, la hiérarchie volontairement en retrait." (...) Comme dit Florian Jourda, "ici on voit comment la technologie change la civilisation". »⁵⁵

À vrai dire, on le voit ici aussi, au fin fond de notre province, comme dans nos technopoles gallo-ricaines, sauf bien sûr les pires aveugles qui ne veulent rien voir, par bêtise ou duperie, et qui continuent d'ânonner

⁵⁰ *Le Monde*, 14 février 2014

⁵¹ *Le Monde*, 15 février 2014

⁵² *Le Monde*, 15 février 2014

⁵³ *Le Monde*, 12 février 2014

⁵⁴ Cf. *La souveraineté numérique* (Ed. Stock)

⁵⁵ *Le Monde*, 12 février 2014

la ligne progressiste : « *En soi la technologie est neutre, ni de droite ni de gauche, tout dépend de l'usage qu'on en fait.* » C'est-à-dire qu'« *en soi* », « *changer la civilisation est neutre, tout dépend du changement.* » On allait le dire. Pour « *les enfants gâtés de la Silicon Valley* »⁵⁶, le changement c'est maintenant et il est plus que positif. Chez Google, Facebook, Evernote, Works4lab and co, les avantages acquis comprennent, « *snacks à volonté, massage, yoga, fitness, coiffeur, blanchisserie, ménage à domicile, journée consacrée à un projet personnel, subventions pour acheter une voiture électrique, prime pour la naissance d'un enfant, tablettes, smartphones et autres gadgets informatiques...* » et encore repas gratuits, congés illimités. « *Si ces avantages sont le prix à payer pour attirer et retenir des talents, alors c'est un investissement qui en vaut la peine (...). Les talents, c'est l'un des principaux terrains d'affrontement entre les sociétés de la région. Dans un contexte de pénurie de main d'œuvre et de politique d'immigration limitée, des milliers d'ingénieurs font défaut. Tous les moyens sont donc bons pour séduire les meilleurs d'entre eux.* »⁵⁷

Voilà pourquoi les vieilles zones désindustrielles, les zones rurales « *émérgentes* », en voie d'urbanisation, se projettent comme autant de « *Silicon Valleys* », de technopoles – mais le nom de *Silicon Valley* est un talisman d'opulence. Voilà pourquoi la gauche progressiste s'impatiente d'avoir à gérer ces masses ouvrières et populaires, obsolètes, et s'acharne à transformer les friches industrielles en « *incubateurs* », « *pôles d'excellence* », « *pôles de compétitivité* » et autres zones *high-tech*. Si les mineurs chtis, les sidérurgistes lorrains et les métallos picards veulent un emploi – ou du moins leurs enfants - ils n'ont qu'à faire des études d'ingénieurs programmeurs. C'est à quoi sert l'école, à trouver des *débouchés*. C'est-à-dire à fournir la main d'œuvre adéquate aux besoins des *entrepreneurs*. Manque de chance, les lois de la reproduction sociale font des enfants d'ingénieurs les héritiers naturels, dotés du capital culturel et social nécessaire, pour succéder à leurs parents, ni plus ni moins que les magistrats d'ancien régime qui se transmettaient des charges achetées. Sauf exception - Eddy Bellegueule - les enfants du peuple ne peuvent *s'en sortir*, ni vaincre les enfants de la technocratie dans cette course aux postes dorés du capitalisme cognitif et de l'économie de la connaissance. Ils le peuvent d'autant moins que les écoles d'où s'extrait leur *méritocratie*, se *déconstruisent* chaque année un peu plus, livrées à l'abandon financier et humain, aux lubies pédaogo-post-modernes (« *L'enseignement de l'ignorance* »), et à l'afflux d'enfants d'immigrés, encore plus dépourvus de langue et de culture françaises – ce dont tout doctorant *post-colonial*, ennemi de la culture bourgeoise et républicaine ne peut que se réjouir. Mais passons.

Tout paradis a ses égouts, sa machinerie secrète, ses crimes tacites. Ses *dérives*, *dysfonctionnements* et autres *effets pervers*. D'une précédente excursion dans la *Silicon Valley*, nous avons ramené le souvenir d'un verger de pruniers et d'abricotiers, traversé par la Santa Clara river, et dévasté par l'industrie *high-tech*.⁵⁸ C'était dans les années 50 et après ; bien après les Indiens, les Espagnols et les Mexicains. Bien après que *la roue de l'Histoire* et le développement des forces productives eussent broyé le pays et ses peuplades primitives – mais pas de nostalgie *rance*, *réactionnaire*, *biocentrée*. Les arbres arrachés, les eaux polluées (nappe phréatique et rivière), les salariés empoisonnés par les produits toxiques employés dans les salles blanches, les fausses couches multiples, on connaît ici, dans le Grésivaudan, ce sont *les dégâts* ou *la rançon du Progrès*. Aussi Vert, socialiste, féministe soit-il, quel maire ne préfère avoir à gérer ces *problèmes de riches* ? Les déchets électriques et électroniques (DEE), ça s'exporte, en Asie, en Afrique, ou ça se recycle localement. Il y a justement une main d'œuvre pour ça, inapte à tout autre emploi, et Pascal Lamy nous l'a dit, « *mieux vaut un petit boulot que pas de boulot du tout* ». Parmi les problèmes qu'entraîne la multiplication des riches, il y a celle des pauvres. Curieusement, dans ce monde post-moderne où à peu près tout se transforme en tout, les hommes en femmes et vice-versa, les humains en machines, les ordinateurs en philosophes ; dans ce monde de l'oxymore et des *Merveilles* où le plus improbable est de règle ; où il n'y a ni limites, ni frontières, ni fâcheuses cloisons rigides entre les choses naturelles et fabriquées, les multiples genres, règnes, espèces ; dans ce monde où tout est dans tout - et réciproquement, bien sûr - on n'observe à peu près nulle percolation entre les riches et les pauvres. Détestable *crispation identitaire*, alors qu'un peu de *déconstruction* de part et d'autre permettrait d'abolir ces *dualismes* et ces *oppositions binaires* qui nous font tant de mal. En avril 2000, un article du *Nouvel Observateur*, le journal des riches de gauche, traitait déjà ce douloureux problème.

⁵⁶ *Le Monde*, 14 mai 2013

⁵⁷ *Le Monde*, 14 mai 2013

⁵⁸ Cf. *In their own words. Le parallèle entre le Grésivaudan et la Silicon Valley par ceux-là mêmes qui l'ont commis*, Simples Citoyens, 9 janvier 2003, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

« Chaque jour qui passe sur la vallée fait éclore 63 nouveaux millionnaires en dollars, ce qui représente en une année 22 995 nouvelles pousses de riches (...) Les commerces embauchent, les sociétés de service pullulent, les entreprises sortent sans cesse de terre, l'aéroport s'agrandit, les hôtels affichent "No vacancy" et l'on bâtit jour et nuit (...) Mais il y a les autres. Tous ceux qui n'entreront jamais dans la danse et qui, dehors, attendent. 20 000 sans-abri vivent dans ce comté de Santa-Clara. Statistiquement ce n'est pas pire qu'ailleurs. En revanche, et cela est unique au monde, 34 % d'entre eux sont des salariés qui, durant la journée, occupent un emploi à plein temps. Le soir, dans la file d'attente des soupes populaires et des refuges pour sans-logis, on peut ainsi croiser des policiers, des pompiers, des vendeurs de voitures, des enseignants, des convoyeurs de fonds, des postiers, des conducteurs d'engins, des ouvriers de l'aéroport (...) Ici, compte tenu du coût de la vie, du manque de logements sociaux et de la hausse permanente des loyers, ils en sont réduits à se nourrir dans des cantines publiques, à coucher dans des dortoirs et à mener des existences de clochards célestes. (...) "Dans la vallée, on a tous du travail. Le problème c'est que si l'on n'est pas employé dans les sociétés high-tech, on est payé une misère." (...) Mais il y a pire encore. C'est l'autobus 22. Ici, on l'appelle "The Rolling hotel", l'hôtel roulant. Du centre de San José au terminal de Menlo Park, il est le seul à sillonner la vallée 24h/24. Le jour, la ligne est fréquentée par des usagers classiques. Mais à la nuit tombée la clientèle change. Peu à peu des travailleurs sans-abri s'installent. Au fil des arrêts ils s'allongent sur les banquettes et s'accordent deux heures de sommeil. C'est à peu près le temps que dure le circuit. Ensuite, il faut descendre au terminus, c'est la règle, et attendre dehors 10 minutes avant de pouvoir repartir dans l'autre sens. »

Quatorze ans plus tard, *Le Monde* - qui entretemps a absorbé *Le Nouvel Observateur* - doit constater l'aggravation de la douleur. « *Ma petite complication a eu une petite complication* », comme dit la clone d'Orlan, charcutée par son chirurgien esthétique dans *Brazil* de Terry Gilliam.

« *San Francisco change de visage. Et se divise entre les "techies", comme on appelle les salariés de la Silicon Valley, et les autres, ceux qui n'arrivent pas à suivre la hausse des loyers, menacés d'expulsion par des propriétaires désireux de mieux valoriser leur patrimoine. Ils assistent impuissants à la métamorphose de leur ville, dont ils ont le sentiment qu'elle perd son âme. (...) Comme M. Mykaels, des milliers de locataires sont menacés d'expulsion à San Francisco. L'explosion de la high-tech a entraîné une augmentation phénoménale des loyers. L'ex-capitale de la contre-culture est devenue la ville la plus chère du pays. (...) La nouvelle population est uniforme. À 30 ans et moins, elle gagne déjà plus que tout le monde dans le quartier. "Le salaire moyen à San Francisco est de 46 000 dollars", affirme Erin McElroy, les cheveux bouclés et des tatouages de l'épaule jusqu'au coude. "Dans la « tech », cela grimpe jusqu'à 130 000 dollars."*

"Les tensions ont commencé quand Twitter est venu s'installer dans le centre", raconte Ariane Zambiras, sociologue à l'université californienne de Berkeley. L'introduction en Bourse de l'entreprise de mini-messages a rendu millionnaires, du jour au lendemain, 1600 personnes de plus dans la ville alors que Twitter avait obtenu de la mairie une exonération de cotisations sociales pour 56 millions de dollars. » (...) « Les bus privés qui emmènent les travailleurs de la high-tech sur leurs campus de la Silicon Valley sont devenus le symbole des divisions. Ils sont blancs, immaculés, et se font remarquer dans le paysage comme les 4x4 des ONG occidentales dans les pays en développement. Quelque 35 000 employés profitent de ces navettes qui les transportent gratuitement (pour les employeurs, c'est tout bénéfique en termes de productivité. Au lieu de conduire, les salariés peuvent travailler sur leur siège tout confort). Au début, l'initiative semblait novatrice : les trajets en bus permettent d'éviter chaque année de rejeter 761 000 tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Aujourd'hui, l'argumentaire de Google et autres ne convainc plus. Les bus provoquent des embouteillages et, le long des trajets, les loyers ont augmenté de plus de 20 %. »

Sans les protestations des pauvres de San Francisco, des « masses déshéritées », suivant le mot plaisant de MM. Frank, Birnbaum et Halimi (qui sont bien des héritiers, eux), il y a peu de chance que *Le Monde* ni ses confrères aient traité cet épisode « complexe » et « dégoûtant » de « l'économie ». ⁵⁹ Pensez ! Des pauvres qui ne combattent ni pour les valeurs ni pour les riches – fussent-ils de gauche et soutenus par une administration démocrate. Il s'est trouvé pourtant quelques éléments populistes et arriérés (des anarchistes, en fait) pour aller manifester à la mairie, barrer la voie aux bus de Google, et distribuer des tracts devant la maison du développeur de Google X et autres projets en partenariat avec l'armée. Mais on ne s'étendra pas

⁵⁹ Cf. La compilation publiée dans *La chronique de Ned Ludd* n°1, février 2014. Disponible à Radio Zinzine – 04300 Limans

ici sur la collusion entre la NSA et la Silicon Valley qui fait l'actualité depuis l'été 2013. Collusion documentée dans trop de livres et d'articles pour qu'on puisse en tenir le compte. À titre d'échantillon, lisez « *La NSA et la Silicon Valley, même combat ?* »⁶⁰, et « *Le vrai fascisme de notre temps : bas les pattes devant Snowden, Manning, Assange et les résistants au techno-totalitarisme* ». ⁶¹ Cependant une étrange rumeur, et pour tout dire inouïe, court dans la technocratie, parmi les universitaires, ses intellectuels organiques, et dans les médias progressistes. L'accélération technologique - numérique et informatique pour sa pointe extrême - *ne serait pas bonne pour les hommes*. Cette hérésie a été proférée dans le saint du saint, au Temple même du *Massachusetts Institute of Technology*, l'université aux 78 Prix Nobel, d'où sont parties vague après vague, nombre de ces *innovations* qui ont « *changé la civilisation* », comme le dit un des heureux *Frenchies* de la Silicon Valley. Ses auteurs, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, avaient déjà scandalisé en 2011 en publiant *Race against the Machine (La Course contre la Machine)*. Ils récidivent avec *The Second Machine Age (La Deuxième ère de la machine)* dont les échos retentissent jusque dans les colonnes du *Monde*.

V

Le poids mort du peuple et comment s'en débarrasser Sous-humanité diminuée et surhumanité augmentée

*« Google et les autres géants de l'Internet affrontent aujourd'hui une deuxième vague d'interrogations : celles de l'impact de l'accélération de la révolution technologique et de la numérisation de nos sociétés sur l'emploi. La question est fondamentale, car la croissance exponentielle des innovations et de l'information qu'elles créent nous amène à un seuil nouveau, qui explose les processus économiques traditionnels. Nous ne sommes pas à un plafonnement, mais à un tournant. (...) Dans cette deuxième ère, la machine a sa propre intelligence, sans avoir à être pilotée par l'homme. (...) Les deux chercheurs affirment que le progrès technologique a maintenant atteint une telle concentration qu'à peu près tout ce que l'on peut imaginer en termes de science-fiction est désormais du domaine du possible. Vous l'avez rêvé ? Vous l'avez déjà – ou au plus tard, demain. La voiture sans conducteur, l'imprimante 3D, l'ordinateur dans vos lunettes, la maison connectée, tout cela n'est que le début d'une nouvelle ère d'innovations. (...) Cette reprise présente une caractéristique inattendue : elle ne s'accompagne pas d'une croissance de l'emploi. C'est la "reprise sans emplois". L'Organisation internationale du travail a comptabilisé 202 millions de chômeurs en 2013, soit 5 de plus qu'en 2012, et prévoit le chiffre de 215 millions en 2018. »*⁶²

Martin Wolf, éditorialiste économique au *Monde* et au *Financial Times*, le journal de la City, appelle à l'insurrection.

« Non au techno-féodalisme !

En 1955, Walter Reuther, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile, racontait sa visite dans une usine du groupe Ford. Désignant les robots, son accompagnateur lui avait demandé comment il s'y prendrait pour que ces machines versent leur cotisation au syndicat. "Et vous, comment allez-vous les convaincre d'acheter des Ford ?", répliquait M. Reuther. L'automatisation n'est pas une nouveauté. Pas plus que le débat sur ses conséquences.

Le problème est que la généralisation des technologies de l'information entraîne une inégalité croissante des revenus. (...) Selon un article des chercheurs Carl Frey et Michael Osborne de l'université britannique d'Oxford, l'automatisation pourrait mettre en péril 47 % des emplois américains. Au cours des prochaines décennies, "la plupart des ouvriers du secteur du transport et de la logistique, une grande partie des employés de bureau et des personnels administratifs en bas de l'échelle, mais aussi les ouvriers du secteur de la production risquent d'être remplacés par du capital informatique". En outre, "dans un avenir proche, l'informatisation va surtout détruire des emplois peu qualifiés et faiblement rémunérés. En revanche, les emplois hautement qualifiés et à forte rémunération seront les moins susceptibles d'être remplacés par du capital informatique." Ce qui exacerbera encore les inégalités.

⁶⁰ *Le Monde*, 25 juin 2013

⁶¹ Pièces et main d'œuvre

⁶² *Le Monde*, 4 février 2014

Jeffrey Sachs (université Columbia, New York) et Laurence Kotlikoff (université de Boston, Massachusetts) affirment même que la hausse de la productivité pourrait dégrader la situation des futures générations. Le remplacement des ouvriers par des robots pourrait réorienter les revenus des premiers vers les propriétaires des robots, dont la plupart seront à la retraite et épargneront moins que les jeunes. (...) »⁶³

« Faut-il s'en étonner ? Ce cri d'alarme n'est pas le seul. D'autres technophiles s'y mettent. Ainsi Pierre Bellanger, patron de Skyrock et du réseau éponyme, dresse dans un livre qui vient de sortir (*La souveraineté numérique*. Ed. Stock), un tableau sombre (et très clair à la fois) de ce qui nous pend au nez. Selon lui, "Internet détruit quatre emplois pour un créé". Mieux : "La mondialisation a dévasté nos classes populaires. L'Internet va dévorer nos classes moyennes." Et de décrire en long et en large les dégâts à venir dans l'automobile, la banque, le commerce, la santé, l'éducation, etc.

Sa thèse : Internet est en train d'opérer un véritable transfert de souveraineté qui fait passer notre économie sous tutelle américaine. Sa solution : "fonder un champion français de l'Internet, un « résogiciel national », afin qu'il pilote cette mutation en réseau". Le jour où toutes les puces RFID, les réseaux sociaux et les robots seront français (et paieront leurs impôts en France), tout ira-t-il beaucoup mieux ? »⁶⁴

Ce luddisme de la chaire s'infiltré dans les lieux les plus inattendus et jusqu'aux *Echos*, le quotidien des affaires, où 200 ans après Lord Byron, Robert Skidelsky, honorable professeur d'économie politique à l'université de Warwick, fait l'apologie des briseurs de machines.

« Les ravages des Luddites atteignirent leur point culminant en 1811-1812. Un gouvernement alarmé envoya plus de troupes pour mettre au pas ces régions agitées qu'il y en avait de disponibles pour Wellington dans la guerre péninsulaire contre Napoléon. (...) C'est que le Progrès ne pouvait être rejeté : l'avenir reposait sur la production mécanique, et non sur le travail artisanal à l'ancienne. Il y aurait bien sûr un chômage ponctuel dans les secteurs bénéficiant des avancées technologiques ; mais en contribuant à accroître la richesse réelle de la communauté, la production mécanique permettrait à long terme le plein-emploi à de meilleurs salaires. Tel était du moins le point de vue initial de l'économiste le plus influent au XIX^e siècle, David Ricardo. Mais dans la troisième édition de ses *Principes de l'économie politique* et de l'impôt (1817), il intégra un chapitre sur les machines qui modifiait son orientation. Il était désormais "convaincu que substituer les machines au travail humain est souvent très préjudiciable à la classe ouvrière", que la "même cause susceptible d'améliorer le revenu net du pays pourrait dans le même temps rendre la population inutile". En conséquence, "l'opinion soutenue par la classe ouvrière, que l'emploi de machines est souvent au détriment de leurs intérêts, n'est pas fondée sur un préjugé et une erreur, mais conforme aux principes corrects de l'économie politique." (...) L'argument pessimiste ignorait le fait qu'en baissant le coût des marchandises, les machines ont contribué à améliorer les salaires réels des travailleurs – leur donnant plus de pouvoir d'achat – et que la meilleure productivité du travail permettait aux employeurs (souvent sous la pression des syndicats) de payer plus par travailleur.

Cependant, ces trente dernières années, la part des salaires dans le revenu national est en baisse, en conséquence de ce que les professeurs du MIT Erik Brinjöfsson et Andrew McAfee ont appelé la "deuxième ère des machines." La technologie informatique s'est profondément répandue dans le secteur des services, prenant les emplois pour lesquels le facteur humain et les "fonctions cognitives" étaient jusque-là jugées indispensables.

Dans le domaine de la vente, Walmart et Amazon sont des exemples majeurs qui démontrent que les nouvelles technologies contribuent à la baisse des salaires des travailleurs. Parce que les programmes informatiques et les humains sont de proches substituts pour ces fonctions, et compte tenu de l'amélioration prédictible de la puissance informatique, il semble qu'il n'y ait pas d'obstacles techniques au licenciement des travailleurs dans l'ensemble de l'économie des services. (...) Les luddites avaient tort sur bien des points ; mais ils méritent peut-être un peu mieux qu'une note de bas de page. »⁶⁵

L'écueil avec les économistes néo-luddites, convertis de fraîche date, c'est qu'ils persistent dans certaines erreurs historiques. Les luddites n'ont pas tant brisé les machines pour des questions de concurrence sur le marché du travail - comme l'ont colporté Marx, Engels, toute la tradition progressiste, bourgeoise et communiste - que par refus de la nouvelle organisation du travail, de l'incarcération dans le bagne

⁶³ *Le Monde*, 15 février 2014

⁶⁴ *Le Canard enchaîné*, 19 février 2014

⁶⁵ *Les Echos*, 21 février 2014

industriel, de la destruction de leurs communautés villageoises et de la mauvaise qualité des produits industriels.⁶⁶

Mimétisme aidant, une « *nouvelle piste* » intellectuelle devient un sentier battu en quelques semaines, voire un boulevard. Aussi n'est-on pas surpris d'y voir trotter Paul Jorion, économiste et anthropologue, dans *Le Monde* du 22 avril 2014.

« De temps immémoriaux, nous avons cherché à remplacer le travail humain par celui de la machine dans les tâches dangereuses, abrutissantes ou fastidieuses, et nous y avons admirablement réussi. La "machinisation" est devenue "ordinisation" : le robot nous remplace dans les tâches manuelles et le logiciel nous remplace dans les tâches intellectuelles. (...)

Par ailleurs, plus une expertise est coûteuse à constituer, plus l'incitation financière est grande à la transcrire en logiciel. Ainsi, sur les marchés boursiers, les traders sont déjà remplacés par des logiciels appelés "algos" (pour algorithmes) dans 50 à 60 % des transactions.

Dans une série d'entretiens à paraître, l'économiste belge Bruno Colmant et moi-même constatons l'existence d'une "loi de baisse tendancielle du taux de travail" ; un mouvement en ciseau entre la quantité de travail accumulée sous forme de capital, en augmentation constante, et la quantité de travail effectif à consentir comme avances dans la production et la distribution, qui est, elle, en baisse en termes absolus. (...)

La représentation de l'an 2000 qui était la nôtre dans les années 1950 supposait que tous bénéficieraient en termes de temps libre et d'opulence du remplacement de l'homme par la machine. C'était ignorer que les principes de la propriété privée veulent que les gains de productivité soient partagés, au titre de profit, entre dividendes revenant aux actionnaires et salaires démultipliés, et bonus accordés aux dirigeants des entreprises.

Les salaires qu'obtiennent ceux dont les avances sont en travail plutôt qu'en capital ou en gestion sont comptabilisés en tant que coûts, c'est-à-dire envisagés seulement comme grevant le profit dont les seuls bénéficiaires légitimes sont les investisseurs et les dirigeants de l'entreprise. Le chroniqueur américain Jonah Goldberg ne s'y trompait pas, qui commentait la décision de la chaîne Applebees's dans ces termes : "Si quelqu'un se lance dans les affaires, ce n'est pas pour créer des emplois, c'est pour gagner de l'argent. Or la main d'œuvre, c'est un coût." Il s'agit là d'une évidence, que l'on appelle "compétitivité" et dont nos dirigeants semblent aveugles à l'implication immédiate : l'incitation massive qu'il y a là à éliminer l'emploi, laissant ouverte la question des revenus futurs de ceux qui, aujourd'hui, ne vivent pas des gains du capital ou de la gestion d'une grosse entreprise mais des revenus du travail. »

Le moyen de gagner de l'argent et de supprimer des coûts est connu depuis la révolution industrielle. Faire des gains de productivité grâce à l'organisation scientifique du travail. Augmenter le temps et/ou l'intensité du travail. Substituer des machines aux hommes dès que ces derniers ne sont plus compétitifs par rapport aux premières. À terme, depuis l'avènement de la cybernétique (*circa* 1943-1948), l'usine automatisée et robotisée, zéro erreur, zéro humain. Après avoir installé des filets pour empêcher les suicides de protestation de ses ouvriers, le géant taïwanais Foxconn, qui fournit Apple en composants, automatise ses usines chinoises où triment plus d'un million de salariés. À Shanghai, le salaire minimum s'élève désormais à 194 euros par mois. Trop cher. Il faut robotiser ou délocaliser, au Vietnam, en Ethiopie, au Bangladesh.⁶⁷ La voilà, la *nouvelle classe ouvrière*, les prolétaires de l'ère post-moderne, eux et non pas les ingénieurs-techniciens-cadres de *l'économie de la connaissance* qui, dans leurs multiples *Silicon valleys*, conçoivent et consomment les produits de cette main d'œuvre à vil prix, ou des machines qui les éliminent. Si vous n'y croyez pas, allez à la Foire de Hanovre, lisez les journaux de la gauche progressiste :

« Avec le numérique, l'industrie allemande va libérer ses chaînes. (...) L'"Industrie 4.0". Décliné ailleurs sous d'autres appellations ("Internet des machines", "usine intelligente"), le terme désigne la quatrième révolution industrielle déclenchée par Internet, après celles lancées par la machine à vapeur, l'électricité et l'ordinateur. Concrètement ?

C'est une éolienne pilotée par un smartphone, une machine agricole réagissant à la météo ou un moteur prévenant qu'on ferait bien de changer l'un de ses pièces proche de la panne. En amont, c'est aussi un

⁶⁶ Cf. *La formation de la classe ouvrière anglaise*, E.P. Thompson (Gallimard) ; *La révolte luddite*, Kirkpatrick Sale. (L'Echappée, 2006) et *La colère de Ludd*, Julius Van Daal (L'Insomniaque, 2012).

⁶⁷ Cf. *L'Usine nouvelle* n° 3352, 7 novembre 2013

nouveau mode de production : des chaînes qui, avec les mêmes machines, peuvent confectionner des objets différents, s'adaptant ainsi aux demandes de plus en plus individualisées du marché.

Exemple présenté sur le stand de l'allemand SAP, premier éditeur de "progiciels" (des logiciels d'entreprises) européens : une ligne de production qui, avec les mêmes étuis en plastique au départ, réalise, au choix, soit des télécommandes, soit des enveloppes de téléphone portable. (...) "Nous pouvons dès à présent fabriquer aussi bien des clés USB que des lampes de poche sur une même ligne", précise, quelques stands plus loin, Hans Michael Krause, responsable du développement chez Rexroth Bosch. (...)

"Nous sommes dans la première phase de la fusion des applications industrielles et des technologies de l'information, résume Jürgen Jasperneite, responsable du Centre d'application de l'institut de recherche Fraunhofer (IOSB). Il y a un ou deux ans, c'était un concept. Aujourd'hui, nous savons comment faire et dans quelle direction il faut aller. Il ne reste plus qu'à appliquer ces procédés à grande échelle." (...) Une étude de l'institut Fraunhofer pour la gestion du travail et l'organisation (IAO) (...), le confirme : elle estime à 78 milliards d'euros les gains de productivité réalisés grâce à la numérisation des procédés dans les dix prochaines années par six grands secteurs de l'économie allemande (automobile, machines-outils, chimie, agriculture, électronique et techniques de l'information). (...) Au grand soir de la révolution industrielle 4.0, l'appel est désormais lancé depuis Hanovre : "Usines intelligentes de tous les pays, unissez-vous !" »⁶⁸

*Le Monde*⁶⁹ et *Libération*⁷⁰, s'inquiètent de la « *Rage against the machine* » et du retour de Ned Ludd. Toute la tradition progressiste sait bien qu'au début d'une révolution industrielle, les ouvriers ne s'attaquent pas seulement aux rapports de production, mais aux instruments de production eux-mêmes. « *Ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, mettent le feu aux fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'ouvrier du moyen âge.* » (Le Manifeste du Parti communiste, 1848) S'imagine-t-on des émeutes de chômeurs détruire les magasins d'électroménager, de téléphonie et d'informatique, mettre le feu aux *data centers* et aux entrepôts d'Amazon, occuper les friches agricoles pour ne plus dépendre de la grande distribution, vendre au marché du bourg des vêtements, des meubles, des outils, des bijoux, *faits main, faits maison* ? Le Moyen-Age ? Ah non, alors ! Pas question de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ! *Au contraire, il faut « accélérer l'adaptation de nos compétences. L'expertise de l'ère industrielle n'est plus celle dont nous avons besoin. Pour pouvoir réinventer le travail, il faut d'abord, d'urgence, réinventer l'éducation.* »⁷¹ Hélas, « *la formation n'est pas une baguette magique, ne serait-ce que parce que nous ignorons quelles aptitudes seront requises dans trente ans.* »⁷² Et puis on a déjà vu que le capital scolaire était de moins en moins accessible aux enfants du peuple en décomposition. Au pays des 71 pôles de compétitivité, des 34 plans d'excellence et des 15 comités de filières d'Arnaud Montebourg, le redressement productif est l'affaire des machines et de la technocratie progressiste. Relisez l'hymne du *Monde diplomatique* à la gloire de « *l'industrie, socle de la puissance* ». ⁷³ Écoutez les dithyrambes du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon en faveur des *fab labs*, de l'impression 3D, et du pillage des océans. Voyez les odes à « *la France qui gagne* », à nos industries du numérique, nos champions du drone, de la carte à puce, du *Google français*, du *béton innovant*, dans *Alternatives économiques*.⁷⁴

Peut-on, à défaut de gagner sa vie, avoir les moyens de vivre ? C'est la grande idée de la gauche technocratique, et de Martin Wolf, l'insurgé du *Financial Times*, faire de la classe de travail, une classe de loisirs (Veblen), grâce aux « *machines intelligentes* » qui permettront « *à un nombre infiniment plus grand de gens de mener une telle existence sans pour autant exploiter autrui.* (...) *Cela pourrait prendre la forme d'un revenu de base versé à tout adulte, auquel s'ajouterait un financement de périodes de formation, à tout âge de la vie.* »⁷⁵

Nous connaissons un précédent, le « *panem et circenses* » de la plèbe romaine, avilie, nourrie d'allocations grâce au travail des esclaves et au pillage des conquêtes, et divertie par les jeux du cirque. Le RSA (Revenu social d'accompagnement) et d'autres allocations sociales forment l'embryon de ce revenu minimum vital

⁶⁸ *Le Monde*, 12 avril 2014

⁶⁹ 4 février 2014

⁷⁰ 17 mars 2014

⁷¹ *Le Monde*, 4 février 2014

⁷² *Le Monde*, 15 février 2014

⁷³ Mars 2012

⁷⁴ N°334, avril 2014

⁷⁵ *Le Monde*, 15 février 2014

qui - complété de *petits jobs au black* et de *combines* diverses - permet déjà à notre plèbe post-moderne de devenir obèse en baffrant sa pâtée industrielle, accompagnée de bière et de *médocs*, avachie devant ses écrans. Il n'est pas dit que la technocratie accepte longtemps de charrier ce poids mort, superflu en tant que main d'œuvre, insolvable en tant que marché et qui, malgré tout, pèse sur les *ressources naturelles* et sur nos *comptes sociaux*. Heureusement les progrès des *maladies de civilisation* et de la stérilité chimiquement induite dans l'alimentation, devraient régler le problème. Et alors ? d'innombrables peuples et classes sociales ont disparu, de gré ou de force, d'un coup ou tout en longueur, depuis l'avènement des premiers clans humains. Les pauvres en France, selon nos économistes, ne comptent que 8 millions de personnes, 13 % de la population, comme aux Etats-Unis. Quantité négligeable.

VI

Modeste contribution au programme de la gauche sociétale-libérale

Reste à gérer l'agonie, la phase de transition entre l'ancien, ce peuple, ces classes qui rechignent à mourir, susceptibles de fièvres *populistes* et de colères *qui se trompent de cibles*, et les *nouveaux producteurs*, issus ou non de la *diversité, différents* tant qu'on voudra, mais *tous pareils*, homogènes quant à leur position de classe. Tous, de haut en bas, membres de la technocratie, la classe de l'expertise et de l'efficacité, la classe de la technologie dont l'alliage avec la classe de la finance (le capital), produit l'airain de leur oppression conjointe. La gauche dans toute sa variété recrute dans toutes les couches de la technocratie, le PS au niveau dirigeant, le Front de gauche dans les strates intermédiaires et inférieures, l'extrême gauche, voire certaines franges anarchoïdes, dans la basse technocratie, tâcherons d'Internet et du numérique, exécutants de la fonction publique. L'échec cinglant du NPA, « 100 % à gauche », et même du Front de gauche, vérifie la coupure entre la gauche et le peuple dans toutes ses composantes. Le pronostic est réservé quant au fossile trotskyste Lutte Ouvrière, protégé par son arriération même, et qui jouit en milieu populaire d'un succès d'estime, sans potentiel de développement aucun. La « gauche de gauche » s'avérant incapable de capter et de gérer cette rage populaire contre la machine - et pour cause - elle doit la sous-traiter à la « droite de droite », son adversaire/partenaire dans leur entreprise de valorisation mutuelle. Il faut pousser le peuple au crime, à droite, afin de lui faire porter le poids de la rupture et de la trahison. Il faut le convaincre de rage, non pas contre la machine, ni même sur « *des choses aussi complexes et dégoûtantes que l'économie* » (Frank, Halimi, Birnbaum), mais sur « *le facteur culturel* », « *le libéralisme culturel* », « *le changement de valeurs* » (Terra Nova). Ces gros cons, voyez-vous, se moquent de leur bien-être ou de l'avenir de leurs enfants ; ils ne se soucient que de brimer « *les minorités* » et d'empêcher l'avènement de « *la France de demain* ». Malgré quarante ans d'efforts constants et méritoires, cette entreprise de droitisation et de diabolisation du peuple ne connaît qu'un médiocre succès. La *France d'en bas* s'abstient bien plus qu'elle ne vote à droite. Elle aurait bien voté Coluche, le fou de la République. Elle vote un peu Arlette, le clown triste à la Dubuffet. Mais à l'heure où le président Hollande et la social-technocratie bouclent la boucle, revendiquent ouvertement leur *libéralisme avancé* (libéral en économie, avancé dans les mœurs et la culture), et la représentation du centre de gravité de la société (deux Français sur trois), il convient de *démasquer le peuple*, de dénoncer ses *paniques morales*, ses *crispations identitaires*, ses *nostalgies rances*, ses *idées nauséabondes et réactionnaires*. Au lieu de tumultes oiseux sur « *l'austérité* », ou les 50 milliards de coupe dans les « *budgets sociaux* » (« *incontournables* », de toute façon), il est urgent d'ouvrir le débat sur certaines *questions de société*, de purger de vieilles dettes mémorielles et symboliques qui n'ont que trop attendu. Ainsi, ne serait-il que justice que le Président Hollande se rende enfin à Saint-Hyppolite du Désert, afin de présenter aux protestants les excuses de la Nation pour la Saint-Barthélémy et les *dragonnades*. Ensuite, on pourrait examiner sereinement la question des réparations. Il n'est que temps de le voir demander pardon au nom de la France aux habitants de Trèves, pour la dévastation du Palatinat par les armées de Louis XIV – pour les réparations, voir la commission *ad hoc*. L'anti-spécisme, qui n'est qu'une extension de l'anti-racisme, exige que la Patrie des droits de l'Homme ouvre enfin la citoyenneté aux animaux (en attendant les robots), charge à leurs défenseurs et référents humains de les représenter tant qu'on n'aura pas trouvé de moyen plus démocratique. L'introduction de repas *vegan* dans les cantines scolaires et publiques serait la moindre des choses. Il faut en finir avec *l'âgisme* en matière sexuelle et abolir l'interdiction des rapports entre adultes et enfants consentants, ouvrir de nouveaux droits aux mariages et filiations collectives et plurielles. Si un enfant a plein de papas et de mamans, et qu'il entretient avec certains-es d'entre eux-elles, des rapports charnels, où est le problème ? Ça dérange qui ? État

paternaliste, oppresseur, hors de nos lits ! Mieux vaudrait lever *le tabou de l'infanticide* plutôt que de culpabiliser les femmes. Un enfant n'existe que dans un désir de parentalité. Se débarrasser d'un enfant non désiré, ce n'est pas tuer mais régler un problème. Au minimum, il faut permettre l'euthanasie post-natale en cas d'erreur de diagnostic pré-implantatoire (DPI). L'inégalité entre les *cisgenres* et les *transgenres* ne peut se réduire que par la parité dans les instances représentatives et les conseils d'administration. S'il n'y a pas assez de *transgenres*, on en fera, ou on leur permettra de siéger dans de multiples instances pour compenser leur moindre nombre. Toutes les politiques répressives ayant échoué, il faut légaliser le commerce et l'usage de la cocaïne et autres substances récréatives. Il ne s'agit pas de lutter contre les trafiquants qui ne sont que des victimes et des *dominés*, mais d'assainir les finances publiques (voyez les taxes sur le tabac et les jeux de hasard). Il faut en finir avec le moralisme, mieux vaut encadrer l'initiation au *crack* et à l'héroïne que de laisser les jeunes faire n'importe quoi. La réforme de l'enseignement doit intégrer l'épuration du *corpus* littéraire afin de lutter contre le sexisme et le patriarcat. Il faut supprimer des livres des *vieux mâles blancs et morts* tous les passages misogynes, antisémites et discriminatoires, enseigner Louise Colet à parité avec Gustave Flaubert. L'arabe, le basque, le breton, le créole, etc. doivent être reconnus langues nationales et enseignés à égalité avec le français, en option première langue ; l'anglais devenant langue de communication entre les communautés. Chacun peut sans peine allonger cette liste des *questions de société* et des *débats de valeurs* que la gauche réellement existante est désormais susceptible de promouvoir pour enfouir la question sociale. Si cette représentation vous paraît caricaturale, vous devriez voir la réalité. Il n'est pas un thème ici mentionné qui n'ait fait l'objet d'approches plus ou moins sournoises, lénifiantes, insinuant de la part de cercles plus ou moins autorisés de la gauche intellectuelle, associative ou politique. C'est le prix à payer *pour en finir avec les pauvres*.

VII Építaphe

« *Pour en finir vraiment avec Eddy Bellegueule.*

*Quasi unanime, la critique de En finir avec Eddy Bellegueule l'est. C'est vrai que ce livre donne bien à voir la pauvreté crasseuse, homophobe et raciste, ce père scotché à la télé et ces collégiens violents et bêtes jusqu'à l'absurde, avec un souci des détails qui, souvent, donnent froid dans le dos. J'ai lu ce texte d'une traite, et j'y ai entraperçu des bribes de ma vie d'homo et de fils de prolo. (...) Pourtant, malgré - ou à cause - de cette proximité, En finir avec Eddy Bellegueule et la critique dithyrambique qui en est faite me dérangent. (...) En décrivant un monde de bouseux incultes et violents, Edouard Louis dessine en creux celui d'un univers bourgeois moderne et apaisé. Au sous-monde obscur de la plèbe répond dans cette histoire le monde lumineux des dominants, urbains et éduqués, qui, entre autres choses, éditent les livres et en écrivent les critiques. (...) Or, loin d'être subversif, le récit de cette success story réassure la domination des codes et des symboles bourgeois, en nous (re)disant qu'ils sont ce vers quoi il faut tendre "pour s'en sortir", et en (re)donnant l'illusion qu'ils sont accessibles à tous. (...) Il n'existe pas d'un côté les banlieusards ou les ruraux pauvres forcément racistes et, l'autre, les urbains, bourgeois forcément tolérants. Trop souvent, je constate le mépris pour le reste du monde de ceux qui disposent et qui savent. (...) Le nombre d'enfants de chômeurs et d'ouvriers dans les grandes écoles et universités est indigent. Parce que ceux qui ont le pouvoir n'ont aucune intention de le partager, ni d'en voir leurs valeurs discutées par l'arrivée d'étrangers à leur caste. La "paix sociale" repose sur l'acceptation silencieuse d'inégalités persistantes et croissantes. Loin de bousculer l'ordre établi, ce grand récit d'un parcours sans faute, brillant, exceptionnel, participe à déculpabiliser les héritiers de ce système. En finir avec Eddy Bellegueule est leur bonne conscience du moment. » (David Belliard, *Libération*, 2 mars 2014)*

Édouard Louis n'est pas Genet. Son livre est une prouesse de franchise et d'expression, mais le témoignage l'emporte sur le « roman », les faits sur la forme. Peut-être, malgré d'autres livres à venir, restera-t-il l'auteur d'un seul. Peut-être n'en finira-t-il jamais avec Eddy Bellegueule. Dans quelques décennies, peut-être, ses parents morts, ses frères et sœurs « perdus de vue », son enfance en lointaine et fuyante perspective, se demandera-t-il si « ça valait la peine », toute cette peine. S'il fallait absolument « raconter ». S'il n'aurait pas dû « raconter autrement », transmuier. Peut-être aura-t-il une sorte de compassion pour son enfance et ceux qui la peuplèrent, de nostalgie irrémédiable. Peut-être regrettera-t-il sa bravoure. On gâtise avec l'âge, on « retombe en enfance ». Ou peut-être ne cessera-t-il de se redresser dans sa colère – dans sa

colère contre lui-même, peut-être, et de la retourner contre autrui. Avait-il le choix d'ailleurs ? Comment vivre sans affronter ses monstres ? On va parfois trop loin pour qu'un retour soit possible. La violence subie, rendue avec surcroît de vengeance, inverse les rôles, fait des victimes des violents, dont la honte livrée à la publicité est rendue plus honteuse encore. Ces victimes coupables, dans le déni de leur violence première, se disent - et peut-être se croient - innocentes. Elles crient vengeance à leur tour, ou du moins leur colère, mais contre qui ? L'auteur du scandale bien sûr. Mais c'est leur fils, leur frère, c'est Eddy ; c'est impossible ; ils n'y croient pas. Ceux qui l'ont *manipulé* alors ? Qui l'ont *entraîné* ? Ses *fréquentations* ?⁷⁶ Ici n'importe quel sociologue spontané, de ces gens qui ont ouï dire que « *la sociologie est un sport de combat* », et dont c'est à-peu-près tout ce qu'ils savent, ne manqueront pas de désigner un autre coupable et d'opiner que « *c'est la faute à la société* ». Capitaliste, patriarcale, hétéronormée, etc. Mais à qui s'en prendre alors ? Au *système* ? Ce n'est pas *le système* qu'Edouard Louis a taillé en pièces, mais des êtres en chair et en os, ses proches, ses parents, et avec raison, une belle bande de salauds. Le *système* a bon dos, il y a *les salauds* aussi, comme dirait le tonton de Zazie (qui était une tata). Sempiternel dilemme dans lequel se débattent les adeptes des *structures* et de la sociologie de combat : soit le *système* est coupable et le réquisitoire d'Edouard Louis contre des personnes, des *victimes*, des *dominés*, est une erreur sinon une mauvaise action. Soit les *salauds* sont bien des salauds et les systèmes sociologiques des fictions parmi d'autres, qui servent à justifier l'existence et l'éminence des sociologues. Et ce qui vaut dans ce cas particulier vaut pour tous ceux où l'on tâche de peser les poids respectifs de la responsabilité personnelle et des déterminations impersonnelles.

Il faut lire avec indulgence le pseudo-roman d'un jeune homme de 21 ans, même si lui n'en montre aucune (*il ne peut pas*, ce n'est pas un *salaud*, mais une *victime du système*) ; même si les fées littéraires de *l'establishment gay* (Didier Eribon, René de Ceccatty) se sont penchées sur son manuscrit et y ont peut-être mis la main ; même si le voilà exhibé en *Saint Eddy, comédien et martyr de la cause gay* ; même si ce n'est pas le premier livre de ce diplômé de Normale Sup, auteur de *Pierre Bourdieu : l'insoumission en héritage* (PUF, 2013).

Une autre fois, un autre livre, Edouard Louis arrivera peut-être à concilier le social et le personnel, le sociologue et le littéraire : « *J'en voulais aux individus. Les sciences sociales m'ont permis de réaliser que la violence est produite par des structures sociales. Cette violence est invisible. Les enfants pauvres qui sèchent l'école croient faire un choix, sans voir qu'ils subissent des mécanismes violents.* »⁷⁷

Roublardise et/ou sincérité, il peut se concilier également bien des lecteurs avec cette ultime remarque : « *Le livre permet aux gens de reconnaître la violence qu'ils ont subie. Ce ne sont pas que des gays. On me dit : "J'étais le petit youpin, le petit bougnoule, le fils de l'instit, la fille que tout le monde détestait..."* » J'étais le petit gros à lunettes de la cour de récré, avec les cheveux en brosse et les fringues du Secours catholique, le fils de la femme de ménage et du père-sans-emploi, et à chaque récré, je ne savais pourquoi, je devais me battre contre une meute qui m'entourait et m'assaillait de risées reprises en chœur. Je me battais, etc.

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, 24 mars - 24 avril 2014

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com

⁷⁶ Cf. *Le Nouvel Observateur*, 6 mars 2014

⁷⁷ Idem